M-27 92 11 5,00F

ISSN 0223-078 X

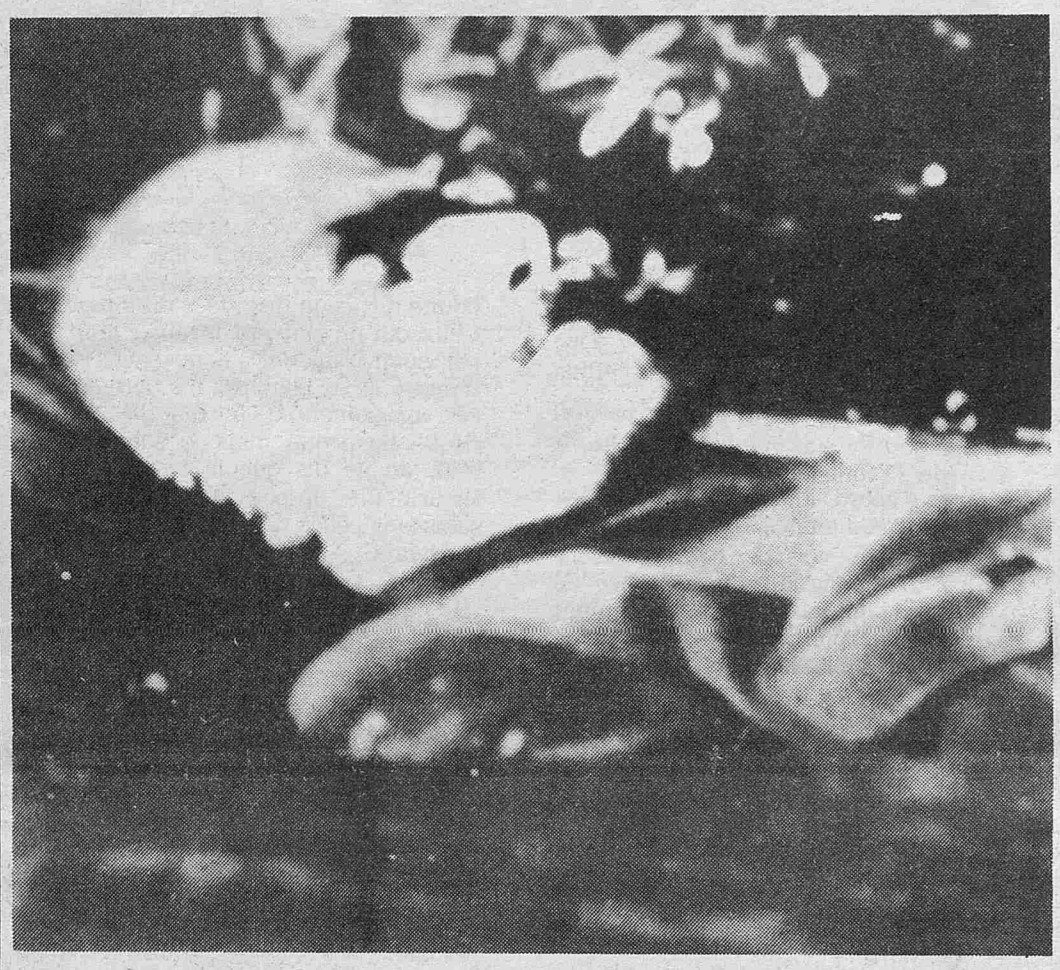
BDIC

Sans Frontière HEBDO

Semaine du 14 au 20 février 81 N 11. Prix 5F

Tunisie 0,400 DT - Maroc 4,40 DH

Montigny-les-Cormeilles : Le PCF à l'heure de la délation



"LENINE

Réveille-toi "ils" sont devenus fous"!

Page 6

SADATE A PARIS !

Une suite de paris perdus

Page 10

Il y a six ans disparaissait

OUM KALTHOUM

Femmes de Tunis (II)

Nous n'existons que par les mots

Page 11

Une décision intelligente

Page 8

F° P. 3770

courrier

Une lettre timbrée pour la réponse

Je suis un lecteur assidu de l'hebdomadaire « *Sans Frontière* » que j'admire beaucoup. J'essaie de le faire connaître par les personnes de mon entourage et de promouvoir une plus large diffusion. Je pense que c'est le seul journal représentatif de l'immigration qui ose tout dire et ne craint rien. Je vous encourage à continuer dans ce sens et je souhaite à ce journal une longue vie. Je vous écris en espérant que vous publierez l'essentiel de ma lettre. Il existe des vérités qui sont cachées et qui méritent d'être connues de tous. Vous pouvez mentionner mon nom, j'en prends toute la responsabilité. Je ne dis que la vérité et je suis prêt à affronter ceux qui essaieront de remettre en cause mes propos.

Je suis tunisien, âgé de 38 ans, marié et père de 4 enfants (10 ans, 9 ans, 7 ans, 3 ans). Je réside en France depuis 1971 et je travaille en qualité d'employé de bureau dans une imprimerie de la ville du Mans.

Pour l'obtention de tout papier administratif, je dois m'adresser, comme tous mes compatriotes, au Consulat de Nantes. Les employés de ce consulat ont pour fonction de s'occuper de nos problèmes. Ils sont représentants de notre gouvernement et leur raison d'être est l'existence de travailleurs tunisiens en France. Malheureusement on ressent une nette indifférence du consulat à notre égard. Au lieu de nous aider à résoudre nos problèmes, il fait tout pour les rendre plus complexes.

Un exemple : j'ai écrit au consulat le 28 8 80 afin que l'on me délivre une attestation de Résidence en France (je précisais dans ma lettre que ma demande était urgente). Le 15 9 80, n'ayant pas eu de réponse, je me mets en contact avec le Consulat par le téléphone. On me répond que je ne pouvais avoir de réponse car je n'avais *pas envoyé d'enveloppe timbrée pour la réponse*. j'ai exprimé mon indignation devant cette attitude et j'ai informé mon interlocuteur que j'en aviserai en plus haut lieu. le lendemain c'est à dire le 16 9 80, je recevais une convocation du Chef de la Chancellerie, qui me priait de me présenter à Nantes « *pour affaire me concernant* » (cette fois-ci, le consulat a trouvé un timbre pour me convoquer). Je vous signale que Nantes se trouve à environ 220 km du Mans et que l'aller-retour coûte environ 200 F. Est-il normal qu'il faille se déplacer pour toute affaire, et en particulier pour la délivrance d'une attestation de résidence. A quoi sert le secrétariat ?

Un autre problème : à chaque renouvellement de passeport, on nous demande le montant du timbre fiscal augmenté de 30 F. La plupart du temps, c'est la somme globale qui est demandée et les tunisiens ne savent même pas qu'ils paient 30 F en plus. Cette somme représente une cotisation facultative à une énigmatique » *Amicale des Travailleurs Tunisiens* ». En fait, cette cotisation est obligatoire et cette « *Amicale* » n'est autre que le Consulat.

Je n'ai jamais pu obtenir de renseignements sur cette Amicale (but-objectif etc ...) juste une carte portant son adresse. Que fait cette Amicale ? Dieu seul le sait. S'il y a 75 000 renouvellements ou changements de passeport tous les 3 ans, cela représente 75000x30 F donc : 2 250 000 F soit 225 millions d'anciens francs.

Où passe cet argent ? Que fait l'« *amicale* » avec cet argent ? Je n'ai jamais pu avoir d'explications.

J'ai écrit à Tunis pour demander des éclaircissements sur les agissements du Consulat en France. Je n'ai jamais obtenu de réponse. Cela signifie-t-il que le gouvernement approuve les agissements du Consulat en France ? Je souhaite que non.

B.D.I.C

Photo DR

Aujourd'hui dimanche 1 2 81, à 15 H au Mans, était organisée par le Vice Consul de la Chancellerie de nantes une réunion.

J'ai appris qu'elle avait lieu par un ami et je m'y suis rendu. Nous étions environ 25 tunisiens.

Tout d'abord, M. Ben Mansour, Vice-Consul a commencé son discours par une attaque verbale contre l'assistance. Il s'indignait de l'absence de certains candidats au renouvellement de la cellule politique et menaçait de ne pas ouvrir la séance si 4 nouveaux candidats ne se présentaient pas ; un chantage pur et simple. En fait, la plupart des tunisiens qui s'étaient déplacés pensaient que cette réunion constituait une prise de contact du nouveau Vice-Consul avec les ressortissants tunisiens et une occasion d'évoquer tous les problèmes restés sans solutions.

Cette réunion n'était qu'un prétexte pour vendre des cartes du Parti et pour recruter le maximum d'adhérents à la cellule Destourienne. Les autres problèmes sociaux ne les intéressent pas. Leur promotion dépend de la bonne diffusion des idées du « *parti* ». Ceux qui ne peuvent prouver leur appartenance au Parti sont exclus de la réunion. Je ne peux pas me taire devant ces agissements. On me dit que je risque beaucoup mais je suis prêt à tout. Je ne dis que la vérité. Après les brimades du pouvoir français, nous subissons celles de nos ambassades et consulats.

Le Consulat de Nantes remplit mal ses fonctions. Je ne suis pas le seul tunisien à penser cela.

L'an passé, un instituteur de langue arabe donnait quelques heures d'arabe par semaine dans certaines écoles et était employé par le Consulat. Cependant, ces heures de travail n'étaient pas déclarées par le Consulat. Celui-ci ne fournissait pas de feuille de paie, envoyait le chèque avec plusieurs mois de retard et ces heures de travail n'étaient pas converties par la Sécurité Sociale.

L'instituteur a abandonné ce travail. Il n'a pas été remplacé. Les parents tunisiens attendent en vain des cours d'arabe pour leurs enfants. Le Consulat promet mais ne tient pas sa parole.

Je suis dérouté face à l'irresponsabilité de ces personnalités qui n'existent que parce que nous existons.

J'espère que vous comprendrez ma lettre et que vous publierez les parties de ma lettre qui peuvent intéresser les lecteurs.

Je suis confiant et je vous remercie de votre compréhension. Je me tiens à votre disposition pour tout éclaircissement sur mes propos.

Abdelmajid Chaabane

NOUVEAUX TARIFS D'ABONNEMENTS

A l'ordre de « Sans Frontière », 35 rue Stephenson, 75 018 Paris — C.C.P. 420 900 F Paris

— Soutien à partir de 300 francs —

	1 an	9 mois	6 mois	3 mois
France	**220F**	**170F**	**120F**	**70F**
Europe, Afrique	**280F**	**220F**	**160F**	**90F**
Par avion	**320F**	**290F**	**170F**	**105F**

☐ *Abonnement* ☐ *Réabonnement*

Nom ☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐

Prénom ☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐

Adresse ☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐

☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐

Code postal ☐☐☐☐☐ *Ville* ☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐

sansfrontière

Siège social : 35 rue Stephenson, 75018 Paris
Tél.: 606 15 68
Rédaction Paris : 33 bd Saint-Martin 75003 Paris. Tél. : 278 41 78.
rédaction régionale Midi : 9 rue de la Rotonde 13001 Marseille. Tél. : (91) 62 58 93.
Fondateur de l'Association « Editions sans frontière » Louis Gallimardet
Directeur de la publication : Khali Hamoud
c.C.P. : 420900 F Paris
Commission paritaire N 61715
Diffusion N.M.P.P.
Imprimerie Voltaire-Roto, 93 Montreuil.

Libre opinion

Le PCF et les PC Immigrés

(suite)

Votre article du 24 janvier sur les relations entre le PCF et les PC immigrés m'a appris pas mal de choses. C'est un domaine en général peu connu et peu évoqué de la réalité politique française, un domaine, pourrait-on dire, quasi diplomatique et confidentiel.

J'aimerais vous donner mon point de vue au sujet d'un passage de cet article. Vous écrivez : :« *Les relations entre le PCF et les PC des DOM rappellent par certains égards celles du PCF avec le PC algérien à la différence près (de taille) que le PCA était composé, en majorité, de français alors que ceux des DOM sont en quasi-totalité des autochtones* ».

Je ne pense pas qu'il soit juste de qualifier purement et simplement de « *français* » les européens et les Juifs d'Algérie. la communauté européenne (pied-noir) de ce pays avait des traits spécifiques qui la distinguaient assez nettement des français.

C'était encore plus vrai pour la communauté juive dont l'enracinement datait d'au moins deux mille ans et dont une grande partie des membres et peut-être la majorité étaient de souche berbère. Il serait certes absurde de minimiser outre mesure les liens culturels et politiques basés sur la domination coloniale qui existaient entre la communauté européenne (et à un degré moindre la communauté juive) et la France, mais considérer ces deux groupes ethniques comme français simplifie trop les choses. Les Européens et les Juifs qui militaient au PCA se considéraient d'ailleurs comme des algériens, et un certain nombre d'entre eux ont montré pendant la Révolution algérienne que ce n'était de leur part une affirmation gratuite.

Autre remarque :dès les premières années qui suivirent la fin de la deuxième guerre mondiale, le PCA était devenu majoritairement autochtone. Européens et Juifs y étaient minoritaires. On ne dispose pas de statistiques officielles venant du PCA, et les chiffres cités ça et là dans quelques ouvrages ne sont pas fiables, mais on pense généralement que le PCA était en 1954 composé d'au moins 60 % d'algériens musulmans. Ces derniers étaient nettement majoritaires dans les organes de direction. En fait, jusqu'en 1954, le processus d'algérianisation s'est développé de plus en plus vite et il était déjà très avancé au moment de l'insurrection du 1er novembre.

Parallèlement à l'algérianisation de sa composition et de sa direction, le PCA avait entrepris de se dégager de l'influence idéologique, politique et organisationnelle du PCF. Ce n'était pas facile car le poids du grand frère français était énorme. La majorité des militants et des responsables européens du PCA pesaient en sens inverse et le PCF s'efforcait de maintenir des liens qui l'avantageaient au lieu d'aider sérieusement son jeune frère à s'émanciper. La Révolution va régler pour de bon tous ces problèmes et on peut dire que dès 1956/1957, les communistes algériens sont totalement libérés ou presque de la tutelle paternaliste métropolitaine.

Tout ceci n'empêche pas le PCA d'avoir été composé d'authentiques patriotes (c'est aussi valable pour les militants européens et juifs) qui aimaient passionnément leur pays et savaient souvent faire preuve d'un grand réalisme dans les luttes anticolonialistes et syndicales, mais les dépendances culturelles et idéologiques constituent toujours des freins considérables dont il est dur de se libérer.

Dans les premiers mois de la guerre de libération, l'influence du PCF sur le PCA Va gêner considérablement ce dernier dans l'appréciation correcte et rapide de la situation. Certes, contrairement à la SFIO, le PCF est anticolonialiste, mais il sousestime la force du mouvement algérien de libération nationale et une guerre populaire en Algérie n'entre pas dans sa vision des choses. Il croit en une évolution pacifique étroitement liée à celle de la France. Il lui faudra du temps pour admettre une réalité aveuglante qui le gêne, pour renoncer à toutes les variantes d'Union française.

La réticence du PCF devant la Révolution algérienne apparaît nettement dans sa déclaration du 8 novembre 1954 : « *fidèle à l'enseignement de Lénine, le Parti Communiste Français ne saurait approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes, même si ils n'étaient pas fomentés par eux.* »

Lorsque le Bureau politique du PCF élabora cette déclaration, un des secrétaires du PCA, Bachir Hadj Ali, se trouvait justement dans les locaux du CC. Il fut consulté et déconseilla vivement cette formulation mais ne fut pas suivi par les dirigeants du grand parti frère. Ce qu'ils durent regretter par la suite car on leur a souvent rappelé cette phrase malheureuse qui montrait bien leur méconnaissance de la réalité politique algérienne.

En mars 1955, le CC du PCA se réunit pour y voir plus clair. Depuis 5 Mois, la lutte armée avait pris de l'ampleur et beaucoup de communistes avaient rejoint l'ALN avec ou sans l'accord de leur parti. Une discussion acharnée se déroula, les tenants de l'orientation pro-PCF (le principal représentant en était André Moine, alors secrétaire à l'organisation et aujourd'hui spécialiste des rapports avec les chrétiens auprès de la Direction du PCF) parvinrent encore à troubler une bonne partie du Comité Central. En définitive, la plupart des dirigeants du PCA réservèrent leur jugement et le CC se termina sans prendre de décisions, ce qui était inédit. Quelques mois plus tard, le PCA reconnut l'évidence : la lutte armée allait s'étendre à tout le pays et il fallait y participer sous une forme ou sous une autre.

Comme vous voyez, les relations PCF PCA ne furent pas toujours simples ! Aujourd'hui, la situation est bien différente. L'Algérie vit sous un régime de parti unique. Le PCA n'existe plus, il a disparu en 1965. Mais les communistes algériens, après s'être unis à des nationalistes de gauche, ont reconstitué un autre parti : le Parti de l'avant garde socialiste **(PAGS)** qui soutient et critique le FLN tout en étant illégal en Algérie. Ce parti dispose en France de militants qui diffusent de façon assez restreinte des bulletins et des tracts parmi les immigrés algériens.

Le PCF entretient de bons rapports avec le FLN. Quand Georges Marchais va en Algérie, il y est reçu comme un homme d'Etat. Mais le FLN est un parti jaloux, il ne tolère pas les concurrents même s'ils veulent l'aider. Résultat : pour être au mieux avec le FLN, le PCF n'entretient plus que des liens officieux, quasi clandestins, avec les communistes algériens du **PAGS.** La presse communiste française, même locale, ignore complètement ces derniers et de temps à autre des militants du PCF apprennent avec étonnement qu'il existe une organisation communiste algérienne. C'est un sujet tabou dans le PCF. Il ne faut surtout pas, si peu que ce soit, nuire aux bonnes relations PCF/FLN, Evidemment, pas de stand du **PAGS** à la fête de l'Humanité. Les dirigeants du **PAGS** admettent parfaitement que le PCF ait de bonnes relations avec le FLN, ils s'en réjouissent même, mais ils pensent que c'est pousser un peu loin le « *réalisme* » politique que de pratiquer un ostracisme aussi complet à leur égard. Il n'est pas sûr d'ailleur que certains dirigeants du FLN n'éprouvent pas un certain mépris pour des gens qui abandonnent si facilement leurs frères, surtout que l'honneur et l'amitié sont des valeurs importantes pour la société algérienne.

José Nunez
Sceaux (Hauts-de-Seine)

SAINT-CHAMAS :

Après la condamnation de Doublet, l'adjoint au maire, un tract anonyme a été distribué à Aix-en-Provence appelant les Français à se constituer en groupes militaires clandestins pour attaquer les Arabes. Rappelons que lors des événements de septembre dernier, les militants du Front National d'Aix avaient affiché à Saint-Chamas. Pure coïncidence !

Les Antillais dans la rue

Le Comité permanent Antillo-guyanais qui regroupe quasiment toutes les tendances des mouvements anti-colonialistes organise une manif le 21 février. On trouvera ici les raisons de cette initiative. Ce qui est intéressant, c'est le sens de celle-ci. Il ne faut pas avoir l'illusion de croire qu'il y aura des milliers d'antillais à Barbès le 21. L'émigration antillaise en France (4 000 personnes) depuis 20 ans qu'elle est ici a peu la pratique de ce type de manifestation. Jusque là, elle s'est limitée à des « *après-midis culturels* », des « *meetings peu suivis* ». Aujourd'hui, ce Comité permanent a franchi un jalon. En fait, il tente de préparer l'immigration antillaise à de futures batailles. Difficile pari. Mais pari indispensable car, vus les chemins et la radicalisation que connaissent les luttes des peuples martiniquais, guadeloupéens et guyanais, le pari consiste à créer en France un Front actif et offensif de lutte contre le colonialisme français. Sans décider pour les antillais, il est évident que *Sans Frontière* apporte son soutien à de telles initiatives.

Neg Mawon

Le Comité Permanent Antillo-Guyanais de lutte contre la repression, composé des organisations suivantes :

-Amicale Antillo-guyanaise de Bobigny.
-Groupe Révolution Socialiste (émigration).
-Parti Communiste Martiniquais (section-émigration).
-Parti Communiste Guadeloupéen (région-émigration)
-Regroupement de l'Emigration Antillaise
antillaise
-Union Progressiste Antillaise (PPM-Emigration)

a décidé de convoquer une manifestation de rue le samedi 21 février allant de République à Barbès. Cette manifestation a pour but de :

- Protester contre la répression les procès, les arrestations, les gardes à vue, les perquisitions à l'encontre des militants, organisations, journaux anticolonialistes en Martinique et en Guadeloupe ;

- Réclamer la libération des cinq patriotes guyanais emprisonnés à Fresnes depuis 8 mois et risquant plusieurs années de prison devant la Cour de Sureté de l'Etat.

- Affirmer la Ferme intention de l'émigration antillaise de s'opposer au racisme et aux discriminations dont elle est victime

Le Comité Permanent situe cette manifestation dans le cadre d'une campagne qu'il a engagé visant à informer l'opinion publique française des méfaits du colonialisme français aux Antilles et en Guyane, à faire que l'émigration antillaise en France augmente sans cesse sa participation à la lutte de libération nationale et sociale de leurs peuples.

FRONTIERES

Un recours contre les refoulements

Ces derniers mois, il est apparu que les services de la police des frontières avaient reçu des instructions pour procéder à des refoulements massifs de ressortissants étrangers désirant venir en France. Ces instructions traduisent la volonté du gouvernement de fermer les frontières et de ne plus admettre d'étrangers en France.

Les pratiques qui en découlent sont illégales et arbitraires et soulignent le caractère raciste de la politique de l'immigration menée actuellement par le gouvernement.

Illégales, parce que des contrôles sont instaurés aux frontières, au mépris des textes législatifs qui prévoient une liberté d'accès sur le territoire français et un séjour pour une durée de trois mois à tout étranger muni des documents nécessaires.

Arbitraires, parce que ces contrôles reposent sur les sentiments intimes, la subjectivité du fonctionnaire qui en est chargé sans qu'aucun critère objectif ne soit énoncé pour déterminer les modalités et le champ d'application desdits contrôles.

Racistes, parce qu'il est évident que certaines catégories d'immigrants sont plus directement visées que d'autres et font actuellement les frais de ces pratiques.

C'est pour ces raisons que le *GISTI* et la *FASTI* ont décidé de soumettre au Conseil d'Etat le « *formulaire* » (cf. texte reproduit ci-dessous), remis aux frontières aux étrangers refoulés, dont la nature juridique l'apparente à une circulaire.

Certains cas visés dans ce formulaire (1, 2, 3, 6) sont légaux et ne font que reprendre les règles découlant des textes législatifs et règlementaires applacables.

D'autres sont inutiles et sans intérêt (7 à 10).

Les cas 4 et 5 et les derniers sont illégaux,car ils instituent des règles nouvelles qui contredisent ou paralysent celles posées par les textes régissant l'entrée et le séjour des étrangers en France (Ordonnance du 2 novembre 1945, conventions bilatérales ou multilatérales).

MINISTERE DE L'INTERIEUR — REPUBLIQUE FRANCAISE

DIRECTION GENERALE de la POLICE NATIONALE

POLICE DE L'AIR ET DES FRONTIERES

MOTIVATION D'UN ACTE ADMINISTRATIF

En application de la circulaire du 11 janvier 1980
M..... de nationalité .....
né le..... à .....
est informé qu'une décision de non-admission en France a été prise à son encontre le ..... au poste frontière de ....., pour le motif suivant :

1) ☐ Voyageur démuni de passeport ou de titre de voyage.
2) ☐ Voyageur démuni de carte d'identité nationale.
3) ☐ Voyageur démuni de visa consulaire.
4) ☐ Voyageur démuni de garantie de rapatriement.
5) ☐ Voyageur qui ne se présente pas à l'un des points de passage qu'il doit emprunter obligatoirement pour l'entrée sur le territoire français.
6) ☐ Voyage démuni des documents nécessaires à l'admission dans le pays de destination.
7) ☐ Voyage qui séjournait en France depuis plus de trois mois sans détenir un titre de séjour.
8) ☐ Voyageur ayant présenté un passeport ou un document de voyage falsifié ou altéré.
9) ☐ Voyageur ayant présenté un visa consulaire faux ou falsifié.
10) ☐ Voyageur ayant présenté un titre de séjour en France faux ou falsifié.
11) ☐ Voyageur considéré à l'issue du contrôle comme venant effectuer un séjour de plus de 3 mois sans être muni :
12) ☐ d'un visa de long séjour
13) ☐ d'un certificat de logement pour regroupement familial
14) ☐ Voyageur considéré à l'issue de contrôle comme venant prendre un emploi sans être muni :
15) ☐ d'un visa "travailleur"
16) ☐ d'un contrat de travail régulièrement visé
17) ☐ Voyageur considéré à l'issue du contrôle comme venant effectuer un séjour d'étude sans être muni :
18) ☐ d'un visa "étudiant"
19) ☐ d'une attestation de préinscription ou d'inscription dans un établissement d'enseignement.
20) ☐ Présence sur le territoire français susceptible de porter atteinte à l'ordre public.
21) ☐ Autres motifs (à préciser)

Fait à .....le.....

L/e Chef du poste frontière

(Signature et Cachet)

PAPIERS

En attendant la carte

B.D.I.C

Photo DR — *Sept heures, la file d'attente à la préfecture de Paris*

Paris, Notre Dame, l'Ile de la Cité, le marché aux fleurs, Mohamed et moi en avions rien à f ... Serrés les uns contre les autres derrière les grilles à 7h30 du matin par ce fichu matin d'hiver, nos pensées oscillaient entre les képis qui nous lorgnaient et les visages tendus des personnes qui, autour de nous, fébrilement fumaient une cibiche ou regardaient une dernière fois leurs papiers. Silence, attente, méfiance ...

Ca y est. la porte s'ouvre, accroches-toi, Papa, c'est le sprint. Tant pis pour les éclopés, les femmes enceintes, tant pis pour les sarcasmes du style « *mais regarde-les moi, ces cons ...* » Il s'agit d'arriver les premiers, sinon, on ne pourra pas passer ce matin, et ce sera au mieux l'après-midi ou un autre jour ... et l'autorisation de séjour de Mohamed qui expire aujourd'hui.

A l'angle gauche de la grande cour une petite porte en bois, un couloir d'attente, une guérite et une pièce style bocal ou aquarium avec des boxes pompeusement appelés « *guichet* ». C'est là le 9e Bureau chargé des ressortissants algériens, de certains africains ... et du secrétariat de la Commission d'expulsion.

Pour l'instant, nous sommes dans le couloir qui mène au « *paradis* ». Une petite dame, qui fait ce qu'elle peut, va sélectionner les arrivants. Elle l'annonce tout de suite : « *Nous ne sommes pas assez nombreux, nous ne pourrons pas prendre tout le monde* ». Elle fait mettre en rang comme à l'école, ce qui fait déborder la file dans la cour. Et commence la valse des réponses et des entrées au compte-goutte.

« *Oui d'accord ; Non, trop tôt, revenez lorsque la date sera finie ; Non, cela a changé, c'est Boulevard Ney, on ne vous a pas prévenu, on n'y peut rien, c'est comme cela ; On ne peut plus, reprenez un rendez-vous* ».

A la préfecture, c'est bien organisé, c'en est un régal ! Donner des autorisations de séjour de trois mois, cela multiplie considérablement les Travailleurs qui, avant, ne venaient que pour le renouvellement d'une carte valable plusieurs années. Comme le nombre de fonctionnaires a peu ou pas augmenté, c'est la saturation qui va marginaliser encore l'Immigré tout heureux de rentrer et d'être expédié en cinq minutes à l'extérieur. C'est le ballotement entre la Cité et le Boulevard Ney, sans aucune information préalable.

A chaque fois, une journée de travail perdue, si ce n'est pas le licenciement pour certains patrons qui recrutent de la main-d'oeuvre temporaire qui, d'ailleurs, n'aiment guère les papiers de 3 mois délivrés par la Préfecture. (Est-ce une carte qui donne le droit de travailler ? Dans le doute, abstiens-toi, se disent-ils)

Enfin rentrés. Cette fois-ci, j'ai dû encore montrer patte blanche et laisser mon identité. Moi qui croyais naïvement que cela n'était pas la peine ! Espérons que cela ne se généralisera pas pour les simples accompagnants à la Poste, à la Sécu !

L'aquarium déborde de monde, on se tasse sur les bancs en bois qui font face à la scène de théâtre où va se jouer pour la nième reprise, le renouvellement ou non et pour quelle durée des cartes de séjour du public étranger.

Ça y est. Les acteurs et actrices de ce drame sont rentrés. Ils se congratulent, sans un regard pour la foule : « *alors, Gigi, cette soirée, comment elle s'est passée, et patati, et patata ...* ».

Oh, la téméraire, dix minutes après son entrée en scène, elle va démarrer son travail : « *Laquedar Adour !* ». Raté. Personne. Si la salle reprend : « *Lakdar Haddour* », le vieux se lève, va au guichet, pour se faire incendier par la minette qui lui demande de se laver les oreilles.

« *Si au moins il y avait un interprête,* ». Mais non, cela n'est pas le but, et de toute façon, pour exécuter les ordres supérieurs, il vaut mieux être complètement insensible au problème humain. On peut toujours trouver dans l'abondante littérature sur le racisme, le nationalisme etc ... un argument qui permettra de se donner un moral à toute épreuve « *pour avoir de l'avancement* ».

Tiens, on dirait que cela s'anime. Des éclats de voix. l'appel de la personne suivante. Unj jeune qui sort énervé en jurant. Il a du recevoir un papier qui ne lui a guère fait plaisir.

Admirable technique du 9eme Bureau ! Quelques questions précises, sèches sur le passé, avec demande des justifications, un petit tour chez le Chef de Service et un petit papier pour partir, au mieux trois mois (Algériens). Pas de dialogue, d'explication. Il y a trop de monde, on n'y arriverait plus !

Psychologue en plus, conditionnés depuis le matin et fiers en plus, les intéressés s'en vont pour exploser à l'extérieur.

La sarabande continue à un rythme accéléré, bien que les guichets ne soient pas tous occupés par un fonctionnaire. J'en ai marre. Je vais pisser, et là, merveille de l'histoire, je vois écrit sur la porte des chiottes, tout ce que la foule silencieuse a sur le coeur. Des considérations sur la France à la P ... du guichet No ...

Je retourne à ma place, je fais bien, c'est notre tour, on avance. « *Non, pas vous* ». Retour au banc. Mohamed est seul, c'est trop con. Non, il fait celui qui ne comprend rien ! elle me rappelle. Ça y est. Je l'asticote un peu sur les Accords Franco-Algériens, ce qui lui fait oublier d'embêter Mohammed sur son passé« *les cartes ne sont pas prêtes à cause de leur informatisation, trois mois, on n'y peut rien* ». Et dire qu'il devrait avoir dix ans !

Claqués, on se tire soulagés tous les deux de sortir de cette atmosphère. C'est celà, le conditionnement ! Mohamed me paye un café et me dit : « *La honte, elle n'est pas pour nous, elle est pour ceux qui emploient un tel système* ». Et puis : « *C'est pas très bon pour la France, tout cela, vous le verrez ...* ».

D.P.

Vers la création du Majlis islamique

Comme nous l'avons annoncé, le pré-congrès des musulmans de France s'est tenu le vendredi 6 février 1981 à la grande Mosquée de Paris en présence de plus de 400 personne, parfois venues de bien loin. L'Islam a montré sa diversité, sa vitalité et son désir d'unité, mais quelques interventions, certaines absences remarquées, le déséquilibre évident dans la composition du congrès ainsi que le mode de choix des futurs dirigeants n'a pas manqué d'étonner et laisser planer l'inquiétude quant à l'avenir de cette initiative, dont la communauté attend beaucoup.

un rassemblement sous le signe de la diversité, pourrait-on résumer. Dès le début du rassemblement, l'impression de diversité des participants vous sautait aux yeux, pour se confirmer tout au long des interventions qui allaient se succéder jusqu'à 18 heures. Pluralité des nationalités présentes, du malien à l'afghan, des âges, allant des enfants qui ont ouvert le précongrès par des récitations du Coran, jusqu'aux vieux imams, mais surtout diversité des motivations.

Des jeunes filles habillées d'une façon très stricte, assises sagement à côté de jeunes musulmanes, habillées à « *l'européenne* » et très actives tout au long du déroulements de la réunion, jeunes activistes islamiques à côté de vieux routiers des associations de français musulmans, des imams toujours attachés à la période d'or de l'Islam aux jeunes qui préfèrent plutôt envisager l'avenir, il y avait à l'évidence toutes les composantes de la communauté musulmane de france, rassemblées ce jour-là à la mosquée de Paris, à l'étroit, dans une très belle salle, qui ne s'attendait surement pas à une telle affluence -« *faciliter, simplifier au lieu de compliquer et ne pas mettre d'obstacles* » dira dès le début de la rencontre le recteur de la mosquée en citant le Coran, et son conseil sera suivi.

Les intervenants s'attachent à saluer l'initiative, à dire leur adhésion au projet du conseil islamique de France, et à rapporter les problèmes que vivent les musulmans, en évitant pratiquement tous d'évoquer les divisions.

Il s'agit de « *réanimer les consciences, de se saisir, afin qu'il y ait un sursaut catalyseur, car l'état de la communauté est très précaire* » dira le jeune Imam Ismaïl C., « *d'en finir avec la confusion qu'il y a dans les familles entre la religion d'une part, les tabous et les traditions sclérosées d'autre part* » ajoutera la présidente de l'« *Union Nationale des Femmes Musulmanes* ». Yamina, jeune française musulmane, parle longuement de la situation des jeunes musulmanes, du rôle de l'Islam comme fondement de l'identité, et des ravages des coutumes dans les familles ; « *pour les filles, la religion est encore synonyme d'oppression et tout l'environnement où nous vivons renforce cette idée* ».

L'intervention de M. Ben Khoudda vient à point, après ces discours d'ordre général, pour fixer dix revendications, que l'ensemble estime prioritaire :

-Nomination des imans, et participation des pouvoirs publics à leur salaire.

- Nécessité de cimetières ou de carrés musulmans dans les cimetières communaux

- Lieux de prières

- Enseignement de la langue arabe

- Organisation du pèlerinage à la Mecque

- Aménagement du temps de travail, tant pour la prière que pour le jeûne du Ramadan

- Emissions religieuses à la radio et à la TV

- Lutte contre le racisme sous toutes ses formes

- Etablissement des relations inter-confessionnelles permanentes

- Situation des prisonniers et des malades musulmans

Le futur Majlis (Conseil), qui sera officiellement créé à l'issue d'un congrès qui se tiendra en octobre 1981, s'attachera donc à promouvoir ces dix points, tout en veillant, ajoute le docteur Dalil Boubakeur, à mettre fin « *aux incohérences qui marquent depuis de longues années la pratique du Culte (discordance dans les dates du Ramadan et l'Aïd,) ou carrément les erreurs ou la tromperie : (qui garantit qu'une viande est réellement « Hallal » ? Qui fixe la Zakat ? et quid du Pèlerinage ...)*

Ce Majlis proné par la mosquée de Paris, sera le conseil suprême et supérieur qui aura à connaître de tous les problèmes d'ordre cultuel, éthique et humain de la communauté musulmane. S'interdisant de s'immiscer dans les détails de l'organisation des centres ou mosquées qu'il n'aura pas contribué à créer, il émettra seulement des avis ou prendra des résolutions pouvant engager les musulmans sur tel ou tel problème national. Une de ces urgences sera de créer un fond de solidarité islamique dont la nécessité est d'une évidence criante.

En un mot, nous invitons les musulmans de France à :

- L'organisation du Culte selon la vraie tradition.

- La coordination de leurs Centres

- La solidarité active et ordonnée entre tous ».

Le docteur Dalil sera d'ailleurs proposé comme président par son père, le recteur Si Hamza Boubakeur, qui évoquera longuement les problèmes matériels de la *Mosquée, les difficultés qu'il* a à faire face à l'entretien du principal lieu de culte islamique de France, et l'absence d'aide, tant des pouvoirs publics français que des pays islamiques. Le manque de solidarité sera évoqué par deux musulmans : un libanais et un afghan qui, dans une intervention poignante, fait appel « *au coeur des musulmans de France, car Dieu est là* ». Moment d'intense émotion aussi, lors de l'intervention du représentant de l'*Union des Travailleurs maliens de France* qui rappelle les évènements de Vitry « *le sort le plus humiliant que nous ayons subi* » et salue la solidarité des musulmans de France.

Les initiateurs du Pré-congrès vont être obligés en fin d'après-midi de limiter les interventions en appelant les participants à propager l'idée du Majlis, et à se revoir en octobre prochain. D'ici là, ces mêmes initiateurs auront à relever deux défis ; d'une part, les critiques que suscitent déjà leur désignation, et que certains responsables d'associations islamiques ont tenu à manifester en s'absentant vendredi dernier, d'autre part, ils auront à surmonter la désunion qui a régné jusqu'ici entre les français musulmans d'un côté, les immigrés de l'autre. Tache énorme, dont dépendra le succès du congrès du mois d'octobre.

Kamel Belarbi

Une vue de l'assistance lors du pré-congrès *Photo Claude Fournier*

Lettre ouverte au Président de la République

Nous avions informé nos lecteurs de la naissance de la première Association Nationale de jeunes français musulmans (*Sans Frontière No 9*). **Nous publions cette semaine la lettre ouverte adressée par les congressistes au Président de la République.**

Monsieur le Président,

L'Association des Jeunes Musulmans- Français, réunie à Paris le 25 janvier 1981, attire votre attention sur leur situation actuelle.

Plusieurs problèmes auxquels ils se heurtent quotidiennement doivent être étudiés de près pour que des solutions concrètes et satisfaisantes y soient apportées.

Parmi les difficultés les plus criantes, nous avons retenu :

- la scolarisation

—la formation professionnelle et le premier emploi.

— le racisme

— les problèmes culturels et culturels.

La scolarisation

Actuellement près de 80 % d'enfants de musulmans français sortent de l'école sans aucun diplôme, ni formation. Cette situation est due à différentes raisons :

- les ressources des parents
- les conditions de logement
- le manque d'attention aux problèmes spécifiques de ces enfants qui entraînent la mauvaise orientation.

Un effort particulier concernant leur scolarisation doit être fait afin qu'ils puissent obtenir, à la fin de leurs études, un diplome ou une formation professionnelle adéquate.

Des cours supplémentaires devraient être dispensés dans les matières où ces enfants éprouvent des difficultés.

Formation professionnelle et premier emploi

Il est devenu urgent qu'une formation solide soit dispensée pour permettre aux jeunes de notre communauté d'aborder dans de meilleures conditions la vie professionnelle, d'autant plus que leurs origines jouent contre eux. A diplôme égal, le français de souche est très souvent préféré au jeune musulman-français.

Pour donner toutes leurs chances aux Musulmans-Français, il faudrait envisager, d'une part, une priorité aux stages de formation professionnelle proposés par l'Agence Nationale Pour l'Emploi. En effet, la formule adoptée actuellement en matière de stages est à proscrire, car elle accentue le sentiment d'assistés que ressentent les Musulmans-Français et les marginalise.

Les B.I.A.C. reconnaissent d'ailleurs que les stages spécifiques n'apportent rien de positif et sont même désertés.

D'autre part, une campagne d'information et de sensibilisation doit être envisagée auprès des chefs d'entreprise.

Le racisme

Nous n'ignorons pas qu'il est difficile de lutter contre le racisme quotidien, celui de la rue.

Par contre, ce qui nous révolte ce sont les actes racistes auxquels nous nous heurtons dans certains organismes publics, en particulier dans les services de police.

C'est pourquoi nous sollicitons votre intervention personnelle pour que cessent ces agissements.

Les problèmes culturels et cultuels

Les Musulmans-Français ont suffisamment prouvé qu'ils étaient capables de s'adapter à la société française. Il faut, en retour, que les Français les acceptent avec leurs différences.

Seule une action d'envergure dans les domaines culturels et cultuels permettrait aux uns et aux autres de se comprendre et de se respecter.

L'enseignement de la langue arabe contribuerait pour une large part, à mieux appréhender notre culture et donnerait la possibilité aux français de s'ouvrir sur le monde arabe, enrichissement incontestable pour tous.

D'autre part, l'Islam, deuxième religion en France, devrait avoir sa place au même titre que les autres religions, notamment à la télévision.

Enfin, toutes les instances crées pour l'étude de nos problèmes (B.I.A.C., Commission Nationale, Comité National) ont depuis longtemps prouvé leur incapacité à trouver des solutions concrètes. Les interventions sur les conséquences et non sur les causes de nos difficultés sont à nos yeux vaines.

A moins d'une modification radicale de leur composition et de leur fonctionnement, l'existence de ces structures n'est plus souhaitable. En effet, les Musulmans-Français éprouvent le sentiment d'être d'éternels assistés et non des Français à part entière.

Nous vous remercions de l'attention que vous voudrez bien porter à nos problèmes et, vous prions de croire, Monsieur le Président, à l'expression de notre très haute considération.

Pour le Bureau de l'A.J.M.F.

M. Haddouche
Y. Bahri

Montigny :

Le PCF à l'heure de la délation

Une sombre machination montée de toutes pièces, voilà finalement à quoi se réduit la « croisade » contre la drogue lancée à grands bruits par le maire communiste de Montigny les Cormeilles. Une machination bien orchestrée : le 2 février, Robert Hue, maire de Montigny, annonce à sa population ébahie, qu'elle vit au sein du : triangle de la mort. Il annonce la création de comités de vigilance contre la drogue, et lance un appel à la délation publique, avertissant les trafiquants que s'ils ne cessent leur trafic, lui se fait fort de révéler publiquement leurs noms. Le 6 février, passant aux actes, la section locale DU PC et le cercle des Jeunesses communistes, distribue dans les boîtes aux lettres de la commune, un tract, véritable appel au lynchage, reproduisant la lettre d'une mère de famille éplorée, qui dénonce nomément monsieur K. un ouvrier marocain de huit enfants et appelant pour le lendemain à une manifestation devant le domicile de cette famille. Le 7 février à 11H30, maire et conseillers municipaux communistes en tête, un rassemblement de quelques 50 personnes vient manifester sous les fenêtres des K. aux cris de « Halte à la drogue, expulsons les trafiquants ». Le lundi 9 février, devant les réactions violentes de la presse à cette acte de délation et à l'appel au progrome qui en découlait, Robert Hue tient une conférence de presse. On attendait des révélations, la seule qu'il fera est celle de son incapacité d'apporter l'ombre d'une preuve. Néanmoins le lendemain 10 février, Georges Marchais viendra au micro d'une radio soutenir la lutte courageuse contre la drogue. Le 11 février, la véritable révélation éclate dans les colonnes du journal Libération : on apprend de la bouche de la mère de famille censée avoir écrit la lettre délatrice d'une part qu'elle ne sait pas écrire, d'autre part qu'elle ignorait jusqu'au contenu de cette lettre rédigée en fait par un militant communiste profitant de l'inimitié entre les deux familles pour monter cette affaire. Cette révélation confirme s'il en était besoin l'absence complète de fondements de l'accusation portée contre la famille K. Soutenu par l'un des conseillers municipaux non inscrit, Pascal Thomas et par la Ligue des Droits de l'Homme que la famille difamée a porté plainte. L'issue du procès n'est pas douteuse, mais en attendant des gens ont été traînés dans la boue, brisés, marqués à vie. Ils ne peuvent plus vivre ici. Un voisin résume bien la situation : *« même s'ils s'en sortent blanchis, il en restera des traces, dans dix ans on en parlera encore, surtout qu'il s'agit d'Arabes. »*

Nous avons rencontré la famille K. dans le quatre pièces qu'elle occupe, cité de l'Espérance désormais la mal-nommée. En voyant des étrangers débarquer chez elle, Aïcha la mère, une femme de 43 ans, prématurément vieillie par des grossesses multiples, s'est évanouie. Elle se remet difficilement de la crise de nerf qui l'a terrassée dans la nuit d'attente de vendredi à samedi et qui a nécessité son hospitalisation. Elle ne cesse de répéter : « pourquoi ils nous ont fait ça à nous ? Mon mari, il boit pas, il fume pas, c'est un père de famille, il ne fait de mal à personne. Je leur ai dit à tous : « *Allez-y fouillez ma maison, je n'ai rien à cacher», mais ils n'ont pas voulu. Ils auraient vu pourtant* ». Incompréhension, et pire encore, desillusion pour la belle-sœur du Havre venue apporter son réconfort : « *moi, j'ai toujours eu de la sympathie pour le PC, je croyais qu'il défendait les travailleurs, d'ailleurs mon mari est syndiqué à la CGT. Tuœ vois, il y a un an, si on avait eu le droit de vote, on aurait voté pour eux. Maintenant on ne sait plus qui il faut croire...* ». Quand l'adjoint au maire, Alain Moth, membre du PC lui aussi, est venu les voir vendredi soir, il n'a rien trouvé d'autre à leur dire : « *si vous n'avez rien à vous reprocher, venez manifester avec nous. Nous communistes, nous vous protégerons, nous prenons nos responsabilités* ». Ce soir-là Affida, une des filles de la famille, est rentrée à la maison les bras lacérés après s'être fait agresser par des adolescentes françaises aux cris de : « *Voilà les trafiquants de drogue* ». Puis après l'avoir frappée : « *Si t'es pas contente, tu retournes dans ton pays* ». Reprenons les termes de Hue « je prends mes responsabilités, eh bien s'il y a des bagarres, il faudra qu'il les prenne. Moi je me laisserai pas faire, je me battrais.

Yasmina SALHI

Témoignage de M. Khabouche

B.D.I.C

J'habite ici depuis huit ans, je paie 1400F pour un F5 et je gagne 3500F par mois. Mes deux fils ainés, Bouchaib et Abderrazak vivent avec deux filles sans mon consentement ni celui des parents de ces deux filles. Leurs familles m'en veulent depuis. Lorsqu'il y a eu ce problème, j'ai pensé que c'est à cause de cette histoire. Je ne dis pas que ce sont ces deux familles qui sont à l'origine des lettres, mais j'essaie de comprendre. C'est ça la vérité, la raison. Le maire ne me connait pas, la police ne m'a jamais arrêté. Si quelqu'un du foyer ou du bâtiment m'a déjà vu faire quelque chose de mauvais, d'illégal, qu'il vienne me voir. Je ne fume même pas de cigarettes.

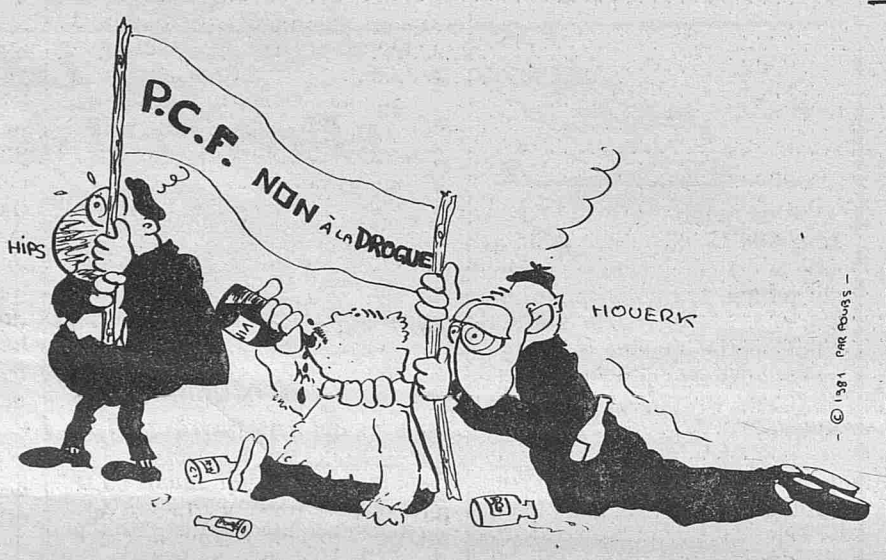
Au boulot je leur ai dit que j'ai des problèmes là où j'habite et j'ai demandé à changer il y a déjà deux ans. Ceux qui vendent la « drogue », ils vont dans les foyers, les cafés à Paris. Je ne mets jamais les pieds dans ces endroits, et je ne connais même pas Paris.

Mais la seule chose sérieuse que je veux dire, c'est que j'ai décidé d'arrêter là. On en a trop parlé, et si on suit les journalistes, on en parlera encore dans deux ans. C'est à Makhzen, à la justice de dire son mot.

Si quelque chose m'arrive à moi ou à ma famille, c'est le maire qui en est responsable car c'est lui qui a tout déclenché, c'est pourquoi je porte plainte contre lui, car il n'a aucune preuve. S'il a une preuve qu'il me poursuive en justice que les inspecteurs viennent m'arrêter.

Que la police vienne enquêter, et j'invite M. Valéry Giscard d'Estaing à venir en personne.

Propos recueillis par M N



Ah ! Les gredins !

M. Hue peut être satisfait, il va pouvoir récupérer un logement. La famille Khabouche, livrée à la vindicte « populaire » par les inquisiteurs locaux va devoir partir. Et comme cela, une « bonne famille française» qui ne se drogue pas mais boit du gros rouge pourra enfin être logée. « *Seuil de tolérance* » oblige !

Il y avait eu le bulldozer à Vitry, la « *séparation de l'église et de l'Etat* » à Rennes, les colonies de vacance à Montfermeil, et aujourd'hui la «*drogue* » à Montigny les Cormeilles.

Alors de quoi sera fait demain ? Restent les hôpitaux, les écoles et les usines. A « *produisons français* » il faudra ajouter : « *par des Français, pour les Français* ».

Demain aussi, d'autres lettres « *anonymes*» tomberont ici et là sur les bureaux des maires communistes qui accuseront Ali d'être un « *voleur* » ou Mamadou d'être un « *proxénète* ».

Alors les « braves gens » qui ne se droguent pas, mais se défoncent au gros rouge qui tâche (hein Jojo ?) viendront hurler pour que l'on rejette hors de la cité tous ces dépravés de métèques qui souillent votre « *douce France* ». « *Ah ! quels gredins les honnêtes gens !* » écrivait l'auteur du *Ventre de Paris*.

Pour se débarrasser d'une famille immigrée, le PCF vient d'avoir recours à la délation, oui la délation, qui en d'autres temps avait envoyé tant et tant de militants communistes au peloton d'éxécution. Comment le parti des fusillés, peut-il avoir recours à tant de bassesses ?

Comment pourra-t-il aujourd'hui revendiquer les fusillés de Chateaubriand, et les guillotinés de la section spéciale ?

Au train oú vont les choses, le PCF a de fortes chances de récupérer aux élections les voix qui allaient traditionnellement à l'extrême droite ; et *L'Humanité* se dispute la première place avec *Minute* au hit parade des journaux « *racistes* ».

En flattant les instincts les plus bas chez les Français, le PC compromet plus que jamais des rapports de cohabitation déjà bien difficiles entre immigrés et français.

Reprenant les thèmes d'une campagne commencée par l'extrême droite en 1973 « *Halte à l'immigration sauvage* » le grand parti de la classe ouvrière (*champion de la solidarité prolétarienne)* s'empare aujourd'hui de l'étendard de cette nouvelle *Croisade* pour quelques bulletins de plus dans les urnes.

Comment alors, ne pas se souvenir de la guerre d'Algérie, commencée par la gauche d'alors et finie par la droite.

Sordide ironie de l'histoire

Farid AICHOUNE

« *L'ordre nouveau* » à Montigny

Eh bien, nous y voilà : « *l'ordre nouveau* » est arrivé ! D'illusions en lâchetés, de l'incapacité à comprendre ce qui était en train de s'installer refus de le voir, du racisme « ordinaire » à celui directement organisé par l'un des plus importants partis politiques français, et des menaces aux faits, un pas a été franchi. Il ne s'agit plus de dire : attention !. Il faut maintenant tirer la sonnette d'alarme en espérant qu'il n'est pas trop tard.

Il ne s'agit plus en effet d'actes isolés et, en quelque sorte honteux ou en tous cas non revendiqués en tant que tels.

Ces deux dernières années ont vu se multiplier les signes alarmants : politique anti-immigrés du gouvernement sanctionné par le vote au parlement des lois Bonnet-Stoléru, multiplication des contrôles d'identité « *au faciès* », généralisation des bavures policières de plus en plus revendiquées, de moins en moins sanctionnées. Mais il faut quand même noter que la politique du gouvernement ne visait, officiellement qu'à contrôler l'immigration sauvage même si la phrase de Stoléru devant les mineurs marocains en grève : « *S'ils ne sont pas contents, qu'ils rentrent chez eux* », éclairait sur ses intentions profondes. Le PCF, lui, ne s'embarasse pas de distingos subtils. Il annonce la couleur franchement, se posant en défenseur de « *l'ordre* » et garant des intérêts de la société française contre ces ferments de pourriture que sont, dans son discours « *les immigrés* ». *Examinons bien les mots et les actes : il y a eu, tout d'abord, ce slogan :* « *produisons français* » sur fond de drapeau tricolore. Peu relevé, à l'époque, il annonçait pourtant bien les couleurs qu'avait l'intention de défendre le parti des travailleurs *français*. Puis vient l'affaire du foyer des travailleurs maliens à Vitry.

Le PCF, lui, lave plus blanc ! On verra les élus communistes des communes de Nanterre emboîter le pas au maire de St Maur en fixant des quotas pour le relogement non seulement des immigrés mais de tout ce qui fait tâche de couleur, immigrés ou français d'outre-mer.A Montigny, « l'ordre nouveau » s'installe. On monte une machination. On manipule les faits. On travestit la réalité pour atteindre des objectifs ignobles, dignes de la plus grande tradition fasciste. Il ne s'agit plus comme à Vitry, de confondre victime et bourreu, il faut maintenant aller plus loin. La victime (la famille immigrée) est désignée comme bourreau (trafiquants de drogue)

Tout vise en fait à suggérer l'idée d'un corps étranger venant semer la pourriture dans le corps sain de la France. « *Dehors les trafiquants* » titrait l'Huma du 7 février. « *Expulsons la drogue* » renchérissait les JC, et le maire de Montigny, dans sa déclaration du 9 février, de parleR DE « *nos enfants* », « *ma population* », « *nos jeunes* » et pour comble, comme tous les racistes, il exhibe ses « bons » immigrés. N!on, il ne s'agit pas de mots en l'air : comme la petite phrase de Raymond Barre sur les *Victimes innocentes* » lors de l'attentat de la rue Copernic. Ces possessifs de Robert Hue : « *ma population..., nos jeunes* » pèsent leur poids d'exclusion. C'est une communauté entière qui est là opposée à une autre. Et c'est grave car ce ne sont plus des isolées, des minoritaires qui tiennent ce discours, mais les élus et les responsables d'un des plus grands partis politiques français . A quand l'obligation pour les immigrés des municipalités communistes de porter le croissant vert au revers de leurs vestes ?

Yasmina Sal hi

GENNEVILLIERS

Une opération de charme

CHOSE RARE PAR LES Chose rare par les temps qui courent, nous étions conviés la semaine dernière à une opération « *positive* » du PCF envers les immigrés ; « *positive* » car il ne s'agissait pas là de s'opposer à une nouvelle implantation d'immigrés à coups de bulldozers, ni de réduire le quota d'enfants « *allogènes* » dans les colonies de vacances. Le PCF de Gennevilliers avait appelé la presse à une visite de la cité du 9 route du Port, pour dénoncer les conditions de logement des immigrés dans ce qu'il est convenu d'appeler le deuxième « *triangle de l'enfer* ».

« *Ouvrier révolutionnaire, membre d'un parti révolutionnaire* », Lucien Lanternier, maire communiste de Gennevilliers a bonne presse chez les immigrés qui n'ont pas oublié son soutien à la grève de Chausson, ou contre l'expulsion de Smihi et Ali Dhif, ni les efforts de sa municipalité pour résorber la cité du 51 route du Port en juillet 1980.

Ce vendredi 6 février, Lucien Lanternier, accompagné de Jacques Brunhes, député PCF de la ville et de plusieurs de ses adjoints, a tenu une conférence de presse dans la cité même, en présence, soulignera-t-il à plusieurs reprises, de l'AMF (Association des Marocains en Fance) de l'AEE (Amicale des Algériens en Europe) et du MRAP.

Cette cité de transit a été construite par la CETRAFA contre l'avis de la Municipalité et se compose de cents logements où vivent actuellement 97 familles pour l'essentiel maghrébines, (269 adultes et 481 enfants) et de deux foyers ADEF pour travailleurs isolés d'une capacité de 600 Lits.

Edifiée à l'entrée du port, entre le noeud autoroutier et la route principale du port, la cité est totalement isolée de la ville et des divers services administratifs. Elle s'est dégradée à tel point qu'un rapport du bureau municipal d'hygiène la décrit dans les termes suivants :« *Les espaces de circulation et les places sont soit défoncés par des nids de poules remplis d'eau, soit transformés en bourbiers infâmes. On y trouve d'invraisemblables dépôts d'ordures et épaves de véhicules. Les espaces verts prennent le même aspect et recèlent de nombreux nids de rats. Des cadavres de rongeurs gisent en plusieurs endroits ainsi que des peaux de moutons.*

Toutes les clôtures grillagées sont défoncées.

Le parking situé le long de l'autoroute A 86 n'est qu'un bourbier encombré d'ordures et d'épaves.

La station d'épuration dégage des odeurs pestilentielles. Elle n'est pas clôturée et sert de décharge publique.

Un passage bétonné passant sous l'autoroute relie la cité à la ville vers le quartier du Luth. C'est un tunnel sombre, non éclairé sale, malodorant, encombré de flaques d'eau croupie et débouchant dans des terrains vagues.

Les bâtiments sont dans un état de délabrement impressionnant : panneaux de façades défoncés, soupiraux de caves et vides sanitaires arrachés, fenêtres éventrées, vitres brisées, façades chargées de graffitis et souillures.

C'est pour habiter dans un tel cadre que les familles déboursent 1250 F pour un F3, de 1400 à 1800 francs pour un F5, et que les travailleurs des foyers paient 450 F par mois.

Face à cette situation, la Municipalité demande le relogement des habitants « dans des conditions raisonnables, répartis dans toutes les communes du département », d'autant plus que le nombre des familles à répartir, soulignait le maire, est faible : une centaine de ménages.

En attendant, Lanternier exige que les travaux nécessaires soient faits, et invite Ms Giscard et Stoléru, ainsi que leurs femmes à venir visiter la Cité, même si on sait, ajoute l'Imam, que le préfet, invité pourtant depuis plusieurs années à une telle visite a préféré ignorer l'hospitalité des habitants.

Ces derniers vont assister nombreux mais en silence, à deux exceptions près, à cette conférence de presse qui s'étire en longueur, et qui connaîtra un moment d'animation lorsqu'un jeune immigré va attaquer, très maladroitement d'ailleurs, la politique du PC envers les immgirés. Lanternier se met en colère contre ces « *attaques méprisables* », rappelle la guerre d'Algérie et le combat des communistes aux côtés du peuple algérien, et précise sa pensée : « *les travailleurs immigrés sont nos frères de classe ; nous nous battons pour une répartition juste et équitable des structures d'accueil des travailleurs immigrés, et nous n'aimons pas dire : pour une répartition des immigrés* ». Cela revient au même, reconnait M. le Maire, mais c'est moins péjoratif, précise-t-il en rappelant son soutien total à Mercieca, Maire de Vitry.

Le mot de la fin reviendra à M. Jean-Claude Durriez, adjoint au maire et instituteur à l'école même de la cité, qui se dit interpellé, en tant que communiste, par la réaction de ses camarades du Val de Marne : « *en voyant la situation déplorable et révoltante où vivent nos camarades immigrés dans cette cité, je me demande s'il n'aurait pas fallu que je vienne avec un bulldozer raser cette cité lors de sa construction, et avant que les habitants n'y viennent* ».

KB

BIDALOU : Le délit d'indépendance

Jacques Bidalou, juge d'instance à Hayange, vient d'être révoqué par le Conseil supérieur de la Magistrature. Ce magistrat est suspendu de ses fonctions depuis le mois de juillet 1980. Il est connu pour avoir ordonné à plusieurs reprises la réintégration des travailleurs immigrés dans un foyer Sonacotra, afin que soient respectés leurs droits de locataires.

Pourquoi Jacques Bidalou est-il révoqué ? On lui reproche de s'être montré insolent avec le président de son tribunal et d'avoir participé à une émission radiophonique. Mais le Conseil supérieur n'a pas, dans sa décision, mentionné les faits précis constituant des fautes, dans ces deux cas.

On lui reproche d'avoir été infirmé par la Cour de Cassation après avoir cité M. Barre, comme témoin, dans une affaire, alors qu'on ne saurait considérer comme faute le fait d'avoir été démenti par une juridiction supérieure. On lui reproche, enfin d'avoir pris une décision de réintégration des travailleurs d'un foyer Sonacotra après que la Cour d'appel ait pris une décision contraire alors que la procédure de « référé » rendait possible cette succession de décisions. La révocation de Jacques Bidalou consiste, en fait, en la sanction d'un juge qui utilise l'interprétation des textes, prévue par la loi, dans un sens inhabituel, et dont on n accepte pas l'image originale.

Cette décision est d'une gravité extrême en ce qu'elle est la première révocation d'un juge pour ses activités juridictionnelles , depuis l'épuration de 1945.

Le syndicat de la magistrature et les défenseurs de Jacques Bi dalou, ont rappelé, à l'occasion de l'instance disciplinaire, les limites de l'indépendance du conseil supérieur de la Magistrature a l'égard du pouvoir politique. Cette instance disciplinaire n'est pas paritaire, à l'image de nombreuses instances disciplinaires de fonctionnaires, ses membres sont choisis par le président de la République et certains d'entre eux ont démontré leur grande proximité de point de vue avec le gouvernement.

Or le pouvoir politique a, par une série de décisions, manifesté son intention de limiter l'initiative des juges : réduction des pouvoirs des juges d'application des peines, de ceux des juges d'instruction dans la loi « Sécurité et Liberté », des juges d'instance également. Bien avant l'affaire Bidalou, le Garde des Sceaux écrivait qu'il fallait en finir avec « une poignée d'agitateurs » pésents dans le corps de la magistrature.

Le CSM en s'attaquant à Jacques Bidalou a su tirer parti de l'image d'originalité liée à notre camarade. Mais il a voulu faire croire, par ailleurs, que ce juge avait violé la loi. Nous affirmons que cela est faux et qu'au-delà de Jacques Bidalou, le CSM et le pouvoir exécutif poursuivent, par la sanction qui frappe, leur politique de mise au pas de la magistrature. Le CSM devait juger des faits, il a sanctionné un comportement très profondément indépendant, dont nous savons, pour connaître Jacques Bidalou et le dossier sur la base duquel il a été jugé, qu'il recouvre une volonté d'application scrupuleuse de la loi, et une totale liberté d'esprit qui ne prédispose ni à la servilité ni à l'auto-censure.

Est-ce cela qui ne serait plus acceptable pour ceux dont le rôle est de garantir l'indépendance des juges ?

R. BLANQUART
Membre du Bureau National du Syndicat de la Magistrature

Scènes de chasses nocturnes

Samedi 7 février, place Wagram, minuit trente. Un nègre dans la rue marche. Une voiture de police immatriculée 15479 DB 75 se rabat sur le trottoir. Trois policiers en descendent (dont un nommé Pascal Collin) pour arrêter le nègre qui marchait là... et se mettent à lui taper dessus !!

—Mais j'ai mes papiers !

—on s'en fout. Lui répond l'écho.

Il réussit à se dégager et se barre en courant vers la place de l'Etoile, où les trois représentants de l'ordre le coincent sur le trottoir avec leur voiture. Sérieux les mecs, ce n'est pas un scénario de polar. Pour lui éviter la fatigue d'une seconde fuite, l'un des trois mousquetaires du salut public lui braque un pistolet dans le dos. Et puis pour faciliter sa circulation sanguine, rien de tel qu'un coup de crosse sur la tête. Il braille mais guère. On le lâche. Les rares passants audacieux qui osent s'approcher sont priés de circuler. On lui passe les menottes pour qu'il ne se gèle pas les poignets, et il est conduit au commissariat de la rue de Lisbonne (dans le 8ème) oú il restera jusqu'à trois heures du mat, heure à laquelle il sera conduit à l'Hôtel Dieu où trois points de suture lui seront posés. Entre temps, l'agent Collin est de retour au commissariat avec un certificat médical lui octroyant cinq jours d'arrêt pour un traumatisme crânien inhérent aux coups et blessures reçus en l'exercice de ses nobles fonctions de gardien de la Paix (qu'elle soit avec vous). Un de ses collègues se porte témoin. Après l'hosto, retour à la rue de Lisbonne d'où il est conduit au commissariat situé 5 rue Clément Marot (8ème). Autre aspect du *« Paris by night »*. C'est seulement vers 10 heures du matin qu'il saura ce qui lui est incriminé. Du procès verbal, il ressort que ce Noir Sire a attiré l'attention des héros de l'ordre par sa démarche qui rasait ostensiblement les murs... (On peut même plus aimer les murs...). D'où... donc... interpellation, le bougre s'enfuit vu qu'il a des tas de trucs à se reprocher en tant que nègre rasant les murs, poursuite et victoire : l'animal est arrêté (ah ! le bon temps des safaris). Mais le moricaud se débat, des renforts arrivent dans la mêlée, il chute et s'ouvre la tête — le maso ! —. Ben restait plus qu'à l'embarquer au poste pour y vérifier son identité. Bien sûr il n'a pas ses papiers (de toutes façons quand ils en ont c'est des faux). On propose de l'emmener à l'hôpital pour le soigner. L'animal refuse. Pourtant toute la nuit il avait demandé à montrer ses papiers, à téléphoner chez lui (allez, va jouer avec ton tamtam). Peut-être qu'il ne parlait pas bien *farançais*, là-même bien-bien ? Et puis, il n'avait qu'à pas être camerounais. C'est où encore ce bled de macaques ? Il n'avait qu'à pas avoir un nom à coucher sous les ibis— cua — pensez donc *Ndoumbé Kala-Lobé* , et puis quoi encore ! à être architecte DPLG (peut pas laver les poubelles non mais !). Bref, il n'avait pas à se jeter sur cette voiture de policiers et à s'éclater la tête avec la crosse d'un de leurs flingues Quand même ! Ah oui, j'oubliais, ce moricaud de bamboula porte plainte.

Moralité : La loi de la jungle en s'urbanisant se civilise. Alors si vous voulez vous éclater la tête le samedi soir, voyez la police. Surtout ne pensez pas que ça n'arrive qu'aux autres.

SIR DUNOIR

...GLOBE...

SWAPO

Visite de M. Sam Mujoma à Dar es Salam (Tanzanie) et à Addis-Abeba où il a rencontré M. Mengistus et divers responsables de l'OUA dont M. Chimuka, secrétaire adjoint de l'OUA.

TUNISIE

M. Mohamed Abdelghani, premier ministre algérien reçu à Tunis les 8 et 9 février par son homologue tunisien M. Mohamed Mzali.

TCHAD

Les réfugiés tchadiens regagnent N'Djamena où la vie reprend doucement : circulation de véhicules, ligne de bus ouverte ; l'hôpital a été réouvert, Les militaires sont moins nombreux sauf aux alentours de l'aéroport où les forces libyennes regardent décoller bucoliquement les rares avions. A Kouseri (Nd Cameroun), 100 000 réfugiés attendent toujours dans le camp du HCR.

ALGERIE

Les 17 et 18 février, la réunion annuelle ordinaire du Conseil des ministres des Affaires Etrangères des pays sahariens se tiendra à Alger. Cette réunion regroupera les pays suivants : Algérie, Libye, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad.

SENEGAL

Politique d'ouverture : O.K. M. Diouf. Les Etats Généraux de l'Education (ont assemblé plus de 2000 participants, réunissant tant les représentants des ministères concernés, que les syndicats d'enseignement -dont le SUDES- ainsi que des organisations de parents d'élèves, les dirigeants religieux, musulmans comme chrétiens se sont achevés le 2 février à Dakar.

On peut en retenir les principaux points suivants : la volonté de populariser et de démocratiser l'enseignement au Sénégal en donnant une introduction progressive des langues vernaculaires, une diminution échelonnée de l'assistance technique étrangère ; la décolonisation de l'Université et de la recherche scientifique, l'élargissement de l'éducation religieuse dans le secteur primaire, la périodicité de ces Etats Généraux, avant d'en faire une institution établie, et surtout le compromis adopté visant d'une part, le gouvernement, afin que les mesures touchant les membres du SUDES soient levées, d'autre part, que les grèves prévues par le SUDES soient supprimées.

MOZAMBIQUE

M. Samora Machel, président du Mozambique, a quitté Maputo le 6 février, à la tête d'une délégation du « *Frecimo* », pour Dar-Es-Salem, où il rencontrera le président tanzanien M. Nyerere. Il sera question de la situation en Afrique australe et des relations bilatérales entre ces deux pays.

GUINEE—BISSAU

l'ancien président M. Louis Calbral, prochainement libre ? M. Ramalho Fanes, président du Portugal oeuvrerait dans ce sens. Vous avez dit bizarre ?

Boukil'Hyene

SENEGAL

Une décision intelligente

B.D.I.C

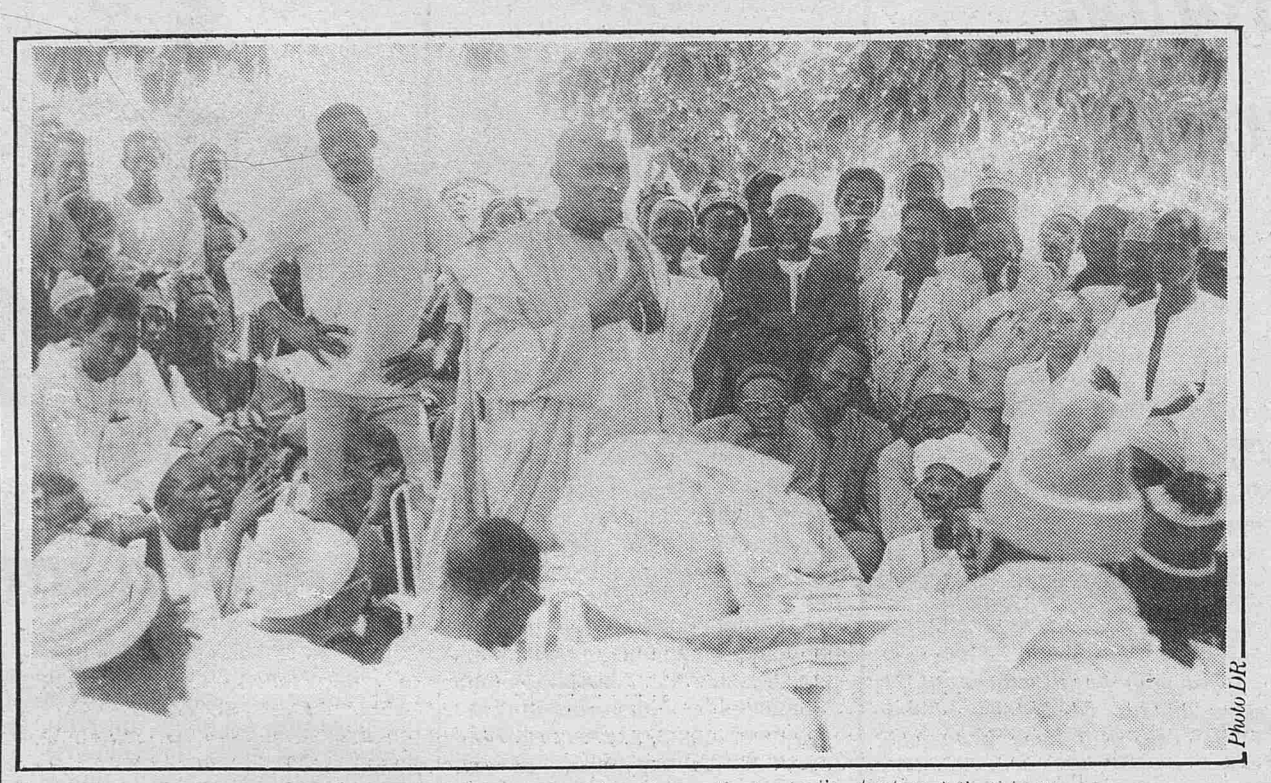


Photo DR

Me Wade Abdulaye, secrétaire général du PSD lors d'un meeting contre l'application de l'article 35)

Au mois de decembre 80, les Sénégalais apprenaient par le « Soleil » de Dakar l'annonce du départ officiel de Senghor. Ce fut une première pour toute l'Afrique, l'homme d'état inaugurait à sa manière une pratique politique qui, il faut bien le reconnaître, constituait une innovation dans le continent. Précisant qu'il ne s'agissait en aucun cas d'un exemple pour les autres responsables des gouvernements africains, il ajoutait qu'il conservait néanmoins la direction du l'arti Socialiste sénégalais. Beaucoup d'Africains y avaient vu une manœuvre politique, permettant à l'ancien président de garder un oeil paternel sur la conduite des affaires publiques de son pays. S'il ne faut pas nier l'influence encore grande d'un homme dont la personnalité a marqué l'évolution politique de son état, de la communauté française en passant par l'indépendance jusqu'en 80, les critiques proférées à l'endroit d'Abdu Diouf, n'ont apparemment pas diminué sa volonté de prouver qu'il n'entendait pas se contenter d'être l'héritier spirituel de Senghor.

Sa volonté de préparer des réformes constitutionnelles (permettant aux partis non reconnus, d'avoir une représentation nationale) est un acte responsable.

Dans cette initiative, personne ne pourrait reprocher à l'actuel président des manœuvres visant à se rallier les partis frustrés d'une trop longue absence au parlement.

Majoritaire à l'assemblée, le voisinage du Parti Social Démocrate d'Abdoulaye Wade ne constituait aucunement un écueil redoutable pour lui. La décision libérant entre autres le Rassemblement National Démocratique de Cheikh Anta Diop d'une contrainte politique, peut être considéré comme un acte de courage ou un calcul intelligent, quand on sait la sympathie que celui-ci trouve auprès des intellectuels, lycéens ou universitaires. La filiation parentale et religieuse de Cheikh Anta Diop à une des confréries musulmanes majoritaires au Sénégal, en fait un adversaire sérieux, si l'on ajoute son ascendant sur l'ensemble des Africains enthousiasmés par l'importance de ses travaux à l'IFAN, sur l'antériorité des civilisations nègres et leurs relations avec l'Egypte pharaonique.

C'est un calcul intelligent car cela permettrait au PSS de prendre de vitesse les éventuels rivaux, pour qui il devient moins difficile de rogner sur une clientèle électorale rassemblée autour de la seule personnalité de Senghor. Par cette décision M. Abdu Diouf lève l'hypothèque qui pesait sur l'élargissement commencé par son prédecesseur en direction des partis dans l'opposition. « La bande des quatre », ce n'était déjà pas mal pour le pays, avec la nouvelle loi, les partis qui n'avaient pas pu s'insérer dans l'espace politique officiel, et dont la reconnaissance tardait, pourront désormais mêler leurs voix à l'élaboration des choix qui déterminent le devenir de leur pays. Quel que soit l'avis personnel que l'on se fait sur les gouvernants du Tiers-Monde, disons pour la circonstance, qu'Abu Diouf a eu une décision heureuse.

L L

Guinée Bissau et Cap Vert

« Races » et conflits politiques

Sans Frontière vous propose une réflexion sur le problème racial dans les anciennes colonies portugaises.

Tour à tour, l'Angola, le Mozambique, enfin la Guinée Bissau et le Cap Vert, ont acquis au cours de luttes de libération nationale, leur indépendance politique. La fin des années 70 pour tous les africains, sonnait le glas d'un colonialisme particulièrement répressif. La rupture d'avec Lisbonne fut aussi l'affaire d'officiers portugais « *progressistes* » chez qui l'expérience coloniale devait provoquer une maturation présente lors du fameux « *avril* » portugais.

Quelques rumeurs vite étouffées avaient répandu l'idée qu'au sein du MPLA, existait une lutte pour le pouvoir dont l'axe politique essentiel était la couleur de la peau. Il n'y a pas longtemps, la nouvelle d'un coup d'état en Guinée Bissau révélait un malaise au sein du PAIGC, malaise qui trouvait son expression -entre autres- par la condamnation d'une situation sociale caractérisée encore une fois par le mécontentement des noirs contre les métis, largement représentés dans l'appareil du Parti et le personnel d'encadrement en général. Nous prenons le risque d'ouvrir une discussion qui à notre sens, n'a jamais été faite nulle part, étant donné la difficulté pour certains, à reconnaître le bien-fondé d'un problème racial au pays d'Amilcar Cabral, qui, s'il existe, aurait été un des vecteurs du coup d'état en Guinée Bissau.

Un « apartheid » à la portugaise

Une des particularités qui singularisait le colonialisme portugais en Afrique, outre son catholicisme militant, peut se lire incontestablement dans la socialité qu'il a encouragée et mise sur pied : une division sociale sur la base de la couleur.

Aucun témoignage, aucun historien du colonialisme ne manquent de mentionner la création -acte volontaire et régulièrement assumé- par le Portugal d'une séparation des tâches, de la formation, des droits entre africains, selon que l'on était métis ou noir. Pour ceux, européens ou américains, que ce fait étonnerait, autant dire qu'au journal *Sans Frontière* en tous cas, nous ne faisons pas la différence.

Arbitrairement, et sous sa seule responsabilité, l'administration coloniale portugaise avait installé au Cap Vert, des colons qui allaient procréer avec des autochtones, une catégorie d'hommes qu'elle entendait former aux taches traditionnelles qui reviennent aux classes moyennes. Les populations issues de ce métissage allaient fournir aux pays colonisés les premiers cadres de la lutte anti-coloniale et souvent les fondateurs des mouvements de libération. Un problème, une contradiction supplémentaires, que les cadres de la révolution devraient réduire pendant et ... après la lutte militaire. Amilcar Cabral en unifiant les luttes de Guinée Bissau et du Cap Vert, avait posé les jalons d'un édifice social refusant à la fois la disparité géographique et les différences raciales.

Pour savoir si l'actuel gouvernement -en conflit avec ses cadres issus du Cap Vert- répondait aussi à une volonté populaire d'en finir avec la ségrégation, nous convions ceux qui sont attachés à l'unité politique et sociale de la Guinée Bissau-Cap Vert, à un débat dans les numéros qui viennent.

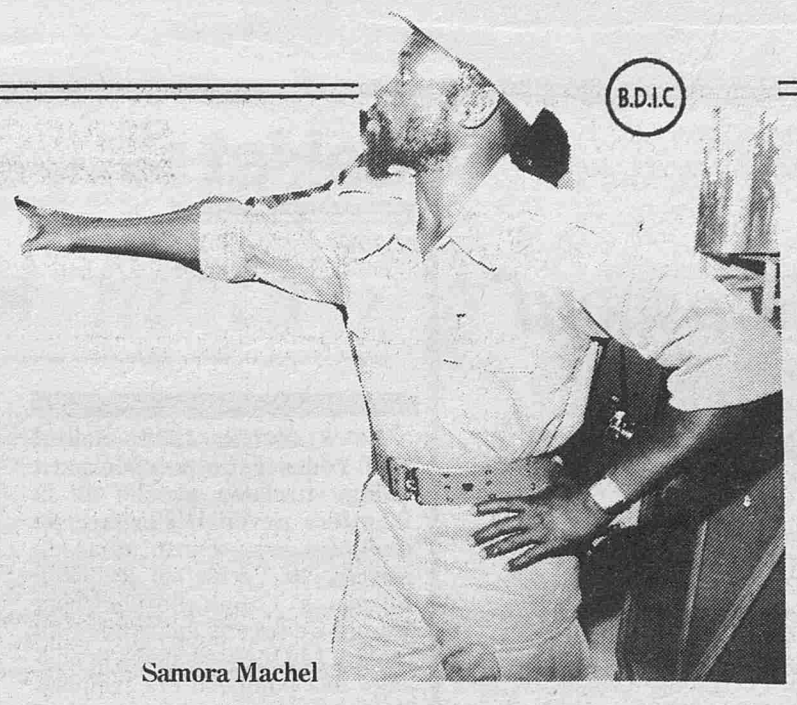
N'Djehoya Blaise

Dans le Numéro 2 de SF, Leuk-le-Lièvre avait ironisé à tort sur l'article du Monde évoquant le départ du président Senghor, surpris qu'il fut (et nous aussi) par le fait que ce départ fut d'abord dans un quotidien français. Mais vrai de vrai, Senghor ne voulait pas spécialement laisser la primauté de cette nouvelle à un journal étranger — et surtout de cette façon. C'est plutôt un journaliste (peut-être en mal de scoop) qui A MIS Senghor devant le fait accompli. Tout le monde fut surpris sauf ce journaliste.

MOZAMBIQUE

Après le raid sud-africain

Samedi 30 janvier, aux premières heures du matin, un commando militaire sud-africain a détruit les environs de Maputo la capitale du Mozambique, des résidences habitées par des membres du congrés national Africain. On peut se demander, les raisons qui ont poussé le haut-commandement sud-africain à porter ses attaques sur un territoire qu'il avait jusqu'à présent épargné. La présence de membres de l'ANC à Matola banlieue proche de Maputo était connue depuis des sud-africains. S'ils ont décidé maintenant de violer la souveraineté de l'etat mozambicain, c'est qu'ils font une analyse différente de la situation politique en Afrique australe. *Sans Frontière* essaiera d'en dégager quelques enjeux.



Samora Machel

L'ordre sud-africain

Vendredi 30 janvier au cours de l'après-midi, le Général Constant Viljoen, chef des forces armées sud-africaines reconnaissait que des commandos sud-africains avaient pénétré le territoire mozambicain, détruisant trois bases de l'ANC dans la banlieue de Maputo même. Les cibles des commandos sud-africains, étaient les résidences des membres du Congrés National africain. Du côté de l'ANC, il y aurait eu 11 tués, un soldat sud-africain et un coopérant portugais, M. José Antonio Monteiro Ramos, technicien à la Régie mozambicaine d'électricité. Les informations fournies par l'agence mozambicaine de presse AIM, laisse croire que les objectifs militaires des commandos « *n'auraient pas été totalement atteints* ». Elle ajoute que certains corps retrouvés après l'attaque portaient des traces de mutilations. « *Le Star de Johannesburg* » du samedi 31 janvier évoquait cette affaire et donnait des détails matériels de l'opération : un camion et deux mitrailleuses lourdes, quelques mines pour empêcher les soldats mozambicains d'approcher la zone attaquée.

Pour le haut commandement sud-africain, les ablations d'oreilles attribuées au commando seraient « *ridicules, absurdes et scandaleuses* » (ces gens-là tuent et nettoient proprement), ces allégations auraient été produites à des fins de propagande par les mozambicains.

Une première

Pour les militaires sud-africains, ce sont là « *des pratiques en usage au Mozambique. Une condamnation unanime des pays* africains a suivi cette attaque ; ainsi, l'Algérie, la Tanzanie et la Zambie ont fait savoir par leurs agences de presse, un appel à la mobilisation de l'Afrique contre « *le régime raciste de Prétoria* » (Algérie), « *à l'isolement complet de l'Afrique du Sud, de la communauté des nations* » (Tanzanie), a continuer à « *porter son soutien aux luttes de libération en Afrique Australe* » (Zambie).

L'APS (Algérie) ajoute que « *la politique agressive du régime raciste bénéficie du large soutien d'un certain nombre de pays occidentaux* ». C'est la première fois que l'Afrique du Sud prend l'initiative d'un raid militaire au Mozambique. Depuis l'indépendance de l'Angola, Prétoria nous avait habitués aux agressions qui visent à installer l'insécurité dans le sud angolais, et permettre à l'Unita de Jonas Savimbi de s'y implanter. Le récent témoignage d'un mercenaire anglais, largement reproduit dans la presse en Angleterre et en France, nous a mieux instruit sur les ambitions sud-africaines en Angola. La surprise est de taille en ce qui concerne le Mozambique, d'autant plus qu'aucune perturbation n'est intervenue depuis, les frontières entre les deux pays restent ouvertes, et le traffic ferroviaire n'a pas été interrompu.

Dans ces conditions, que faut-il penser de l'élargissement du champ d'action militaire de Prétoria ?

La signification politique

M. Pik Botha bénéficie d'une majorité au deux tiers de son parlement. Ces récentes déclarations sur l'éventuelle formation d'une élite noire qui serait consultée lors des changements constutionnels, la possibilité d'accès des noirs à des postes traditionnellement réservés aux « *petits blancs* », lui ont valu la colère de la droite de son parti, pour qui l'installation du « *petty apartheid* » ouvre la voie à la prolétarisation de leur clientèle, et à la concurrence de la main-d'oeuvre noire. Rassurer cette frange du parti, pourrait lui ramener une partie de l'électorat qu'il craint de s'aliéner lors des élections anticipées qu'il a convoquées lui-même pour renouveller le Parlement.

L'accession de Robert Mugabé à la tête du Gouvernement de l'ancienne Rodhésie précédée par l'émancipation des anciennes colonies portugaises (Angola et Mozambique), font dire à Prétoria qu'il y a une menace d'un encerclement « *communiste* ». D'un autre côté, l'échec de la Conférence de Genève sur la Namibie et la radicalisation de la SWAPO, ne laissent aucune chance aux sud-africains, quant à la solution « *réformiste* » de la Democratic TUrhnall Alliance. M. Pik Botha compte sur l'agressivité de Reagan, et le silence complice des nations occidentales qui exploitent la Namibie pour maintenir leur Leadership. Opération politique personnelle pour lui d'abord, le raid sud-africain au Mozambique trahit le raidissement du parti nationaliste au pouvoir : la vitalité de l'ANC et la recrudescence des actes terroristes à l'intérieur de l'Afrique du Sud même, ont fait comprendre aux blancs que seule une épreuve de force permettrait à la fois de gagner du temps (règlement de la question namibienne) et de conserver le statu quo.

Entre la menace communiste et le blocus économique que Prétoria assume très bien, elle choisit le second. Pour 1980, le commerce avec le reste de l'Afrique s'élève à 1,3 billions de $, soit un accroissement de 60 % par rapport à 1979.

Leuk le Lièvre

New Delhi

La conférence des non-alignés

Du 9 au 12 février a lieu en Inde la conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés. Ayant lieu tous les deux ans et placée entre les conférences au sommet dont la dernière a eu lieu à la Havane en 79, cette réunion sera à l'image de toutes les autres : une bataille entre les radicaux (Cuba, Nicaragua, Vietnam, Algérie, Syrie ...) et les modérés (Sénégal, Singapour ...) avec l'arbitrage du « juste milieu » (Yougoslavie, Inde...) Avec une nuance. Cette année les négociations portent sur beaucoup de points.

Déjà le Kampuchéa et sa représentation. Là, on s'en est tenu au statu quo élaboré à la Havane, la chaise vide, ni les khmers rouges, ni les khmers provietnamiens.

La question de l'Afghanistan ne devrait pas aboutir à un compromis. Compromis d'autant plus difficile que l'espoir d'une rencontre entre les ministres afghans et pakistanais semble vain en dépit des efforts de l'Inde et du soutien tacite de M. Waldheim, secrétaire général de l'ONU.

Autre pomme de discorde : le désarmement de l'Océan Indien. Les modérés refusent que soit dénoncée la base américaine ultra moderne de Diégo-Garcia même au prix de timides concessions des radicaux sur des évocations de la présence des soviétiques dans la région. En fait, on fera le silence puisque la fin de l'année verra une conférence sur ce sujet à Colombo (Sri-Lanka).

L'expulsion ou la non expulsion de l'Egypte de Sadate qui a signé les accords de Cam-David ne sera pas résolue. La commission ad hoc sur cette question, siégeant depuis deux ans, n'a pas encore rédigé son rapport (???). Mais il reste des inconnus avec la Syrie et l'OLP qui comptent faire des propositions d'amendements visant à rejeter la fameuse résolution 242 de 67 comme base de conlution du conflit au Moyen-Orient et à dénoncer l'annexion de Jérusalem par Israël qui en a fait sa capitale.

Enfin la conférence tentera de résoudre un conflit armé interne : la guerre Irak-Iran. Un appel au cessez-le-feu sera lancé. Peu de chance qu'il soit entendu.

Sauf surprise, la résolution finale de cette conférence sera fade et inodore sur les problèmes internationaux actuels. La loi de l'unanimité ou de la large majorité bloquent tout espoir de parvenir à des accords. Même sur les choses les plus élémentaires comme le droit à l'indépendance de Puerto-Rico, la dénonciation de la sécession française des Comores avec Mayotte ... Tout cela est le signe que la radicalisation qu'avait connu le mouvement des non-alignés à la Havane a pour le moment un coup dans l'aile.

Le seul point où on peut espérer des accords positifs, c'est au niveau économique. Cela ne sera pas trop tôt un an après le magnifique discours de F. Castro à l'ONU sur les problèmes de la faim et du développement dans le tiers-monde.

Neg MAWON

GLOBE ...

ZIMBABWE

M. Kumbirai Angai, Ministre du travail, conformément à une décision gouvernementale, a décidé l'arrêt du recrutement des mineurs noirs du Zimbabwe pour l'Afrique du sud. Pour ce faire, la licence de l'organisation sud-Africaine de recrutement sera reconduite. Ultime conséquence : les 5 000 mineurs zimbabwéens travaillan t en RSA réintégreront leurs pénates zimbabwéennes à la fin de leur (sale) contrat.

MADAGASCAR

Bilan des émeutes du 3 février, à Antananarivo : 5 morts, 44 blessés. Cela à la suite des différends qui opposent le gouvernement aux étudiants et enseignants, à propos de la restructuration de l'enseignement supérieur et de la réforme du statut des enseignements. La « *marche funèbre* » des grévistes du centre universitaire, régional d'Antananarivo, a vu son ampleur limitée par d'importantes forces de police qui quadrillaient le centre ville. M. Monja Jaona pourrait être libéré, si son parti le Monima dissident du parti unique, le FNDR depuis juin 77, réintégrait la coalition unique. On peut s'étonner qu'il accepte.

LIBERIA

400% des 700 ouvriers non qualifiés du port de Monrovia sont licenciés pour grève « *illégale* », dixit le directeur général du port, appuyé par le président Samuel K Doe. Leurs revendications étaient l'obtention d'un salaire minimal de 200$, la libération de 3 leaders de leur mouvement. Du coup, tous les chômeurs de la ville se sont précipités au port, espérant s'y faire embaucher. C'est un autre aspect de la politique du « *baton et de la carotte* ».

200 enseignants licenciés. Les enseignants chargés de l'alphabétisation des masses laborieuses gagnaient sous Tolbert 200 $ par mois. Ils seront donc remplacés par des volontaires payés à 25 $ le mois. C'est puissant, hein ! Mais les enseignants licenciés pourront faire partie des enseignants volontaires. Sans rancunes.

CAMEROUN

M. Ahmed Sékou Touré, président de la Guinée, se rendra à Yaoundé le 17 février à la suite de l'invitation qui lui a été faite par le Président camerounais, M. Amadou Ahidjo.

AFRIQUE DU SUD

A Vereeniging, 800 ouvriers noirs de l'usine « *Everite* » en grève, pour protester contre leur salaire de misère.

Le Conseil Présidentiel, institution multi-raciale où il y a des blancs, des métis, des indiens et des chinois, entre en activité. Question : où sont les noirs ? Réponse : et l'Apartheid !

La Fédération Internationale des Journalistes (FJJ), proteste et s'indigne, au nom de ses 97 000 adhérents, contre les mesures prises par le ministre sud-africain de la Justice, M. Coetzee concernant l'éviction de Mm Mtimkulu et Thloloe de la présidence et de la vice-présidence du syndicat des Travailleurs Noirs de la presse (MWASA).

B.D.I.C

Abdelhafid Boussouf est mort

Le 31 décembre dernier Abdelhafid Boussouf, « *Si Mabrouk* » décédait d'une crise cardiaque à Paris à l'âge de 54 ans. S'engageant très jeune dans le militantisme nationaliste, il avait 16 ans, quand il adhéra au Parti du Peuple Algérien. Boussouf est l'un des 22 chefs historiques qui ont créé le FLN qui mènera l'Algérie à l'indépendance.

Abdelhafid Boussouf, est né 1926 dans la petite ville de Mila au Nord de Constantine. Issu d'une famille pauvre, il fut obligé d'arrêter ses études pour aider sa famille. En 1942, il entra au PPA le mouvement nationaliste créé par Messali Hadj en 1937. Devant la répression coloniale, qui le menaçait, il quitte Mila pour Constantine. De ceux qui ne voyaient d'issue à cette colonisation que l'insurrection, il devient membre de l'OAS, organisation spéciale paramilitaire chargée de préparer le soulèvement armé. Il est un des responsables de cette organisation dans le Constantinois jusqu'à son démantèlement ce qui l'oblige à entrer de nouveau dans la clandestinité d'où il ne sortira qu'après l'indépendance. En 1951, il est chef de « *Daïra* » du parti dans l'Oranie, ensuite il exerce cette charge l'année suivante à Skikda pour être de nouveau muté dans l'ouest algérien.

Durant l'année 1954, il participe activement à la fondation DU CRUA et du FLN. Il est

ABONNEZ VOUS !
ABONNEZ VOS AMIS !

surrection. En 1956, après le congrès de la « *Soummane* » qui élit Labbi Ben M'Hidi au

CEE (Comité de coordination et d'éxécution) il prend la tête de l'insurrection dans sa wilaya. En 1957, il est désigné à son tour membre de la CEE et en 1958, il occupe des fonctions ministérielles dans le GPRA jusqu'en 1962.

Abdelhafidh Boussouf

nommé adjoint de Larbi Ben M'Hidi pour diriger la Wilaya 5 (Oranie) au début de l'in-

Au PC d'Oujda il organise un remarquable réseau de transmissions et de renseignements. Son nom reste lié à la mort de Abane Ramdane et selon Harbi, Boussouf sera le seul à assumer sans complexe la responsabilité de cette liquidation en assurant avoir sauvé la révolution.

A l'indépendance, il se retire de la vie publique et se consacre aux affaires mais reste très influent dans les milieux politiques.

Avec sa disparition, une des mémoires de la guerre de libération est à jamais enfouie sous terre.

Ali HADDAD

ALGER : *Du côté des femmes*

A l'initiative du groupe Femme de l'université d'Alger, plus de sept cents femmes se sont regroupées devant le siège du ministère de l'Intérieur (à noter la présence nombreuse de femmes venues de la wilaya d'Oran pour protester contre les mesures arbitraires prises par certains fonctionnaires de la Police des Frontières visant à empêcher la sortie du territoire de toute femme ayant moins de quarante ans et non accompagnée par un parent direct.

Elles revendiquaient également le droit de participer à l'élaboration du « *code de la famille* » à l'étude depuis 1963.

Le secrétaire général du ministère de l'Intérieur a reçu une délégation et leur a assuré que ces mesures :« *n'étaient pas officielles et a déploré l'excès de zèle de ces policiers* ». Il leur a affirmé par ailleurs que « *le code de la famille* » serait rédigé incessamment.

Sakiet : *Il y a vingt-trois ans*

Le 8 février 1958, Sakiet Sidi Youssef, un paisible petit village tunisien proche de la frontière devenait l'espace de quelques minutes un amas de pierres. Ni l'école, ni les habitations, ni l'hôpital, ni la Croix Rouge ne furent épargnés : 80 morts, 140 blessés après le passage des bombardiers français B 26.

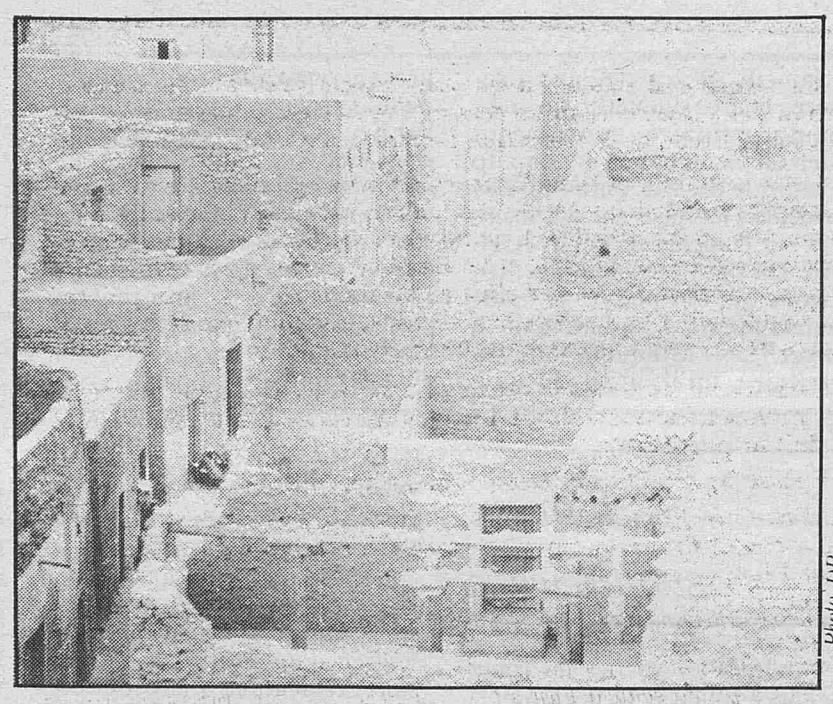


Photo DR

Tour à tour les délégations diplomatiques internationales, les associations humanitaires, les dizaines de journalistes accourus de l'Occident qui se rendent à Sakiet découvrent l'horreur du spectacle : des maisons écroulées, des familles ensevelies, des enfants mutilés.

Pour la première fois depuis le début de la guerre d'Algérie la France violait la souveraineté territoriale tunisienne et bombardait un village occupé par une population civile. Dans le monde entier c'est la consternation et la stupéfaction. La condamnation de la France est unanime.

Ces bombardements de l'armée française étaient des représailles entre la Tunisie qui apportait son appui à la lutte de libération du peuple algérien. Malgré la ligne Morice, (immense barrière composée de barbelés, de mines, de gardes, de casernes, de blockhaus, de projecteurs), les combattants du FLN installés en Tunisie parvenaient à passer la frontière pour assaillir les troupes françaises et alimenter en armes les « *Djounouds* » restés à l'intérieur de l'Algérie.

L'armée française impuissante à mettre fin aux infiltrations des combattants de l'ALN voyait ses grands desseins de pacification s'estomper ; une certaine irritation et un désarroi gagnait ses rangs qui avaient encore à l'esprit l'humiliation de Dien-Bien-Phu.

Le 7 février, c'est à dire la veille du bombardement, le général Bigeard qui faisait visiter à Lacoste cette fameuse ligne Morice, ne cachait pas à ce dernier l'atmosphère qui régnait dans son armée et son désir d'en finir avec les « *Fellaghas* » en allant les trouver en Tunisie même.

Le raid renforça la solidarité entre l'Algérie et la Tunisie et précipita la chute de la 4ème République. Sakiet Sidi Youssef est entré dans l'histoire de la guerre d'Algérie et symbolise l'horreur coloniale française (comme My Lai, ce village vietnamien dont la population fut entièrement massacrée par les GI'S) symbolise celle de l'impérialisme américain.

M. SAAD

Sadate à Paris : *Une suite de paris perdus*

Mais ce qui est sûr, c'est que la France est passablement inquiète sur l'« *espérance de vie* » du régime de Sadate.

Heureusement que Kaddafi, et la question du Tchad, leur permettront d'« *exprimer leur total accord* ».

Mais il faudra négocier sérieusement la question des crédits et des investissements que la France accorde à l'Egypte. l'état français, par l'intermédiaire de la COFAS, garantit les investissements privés et publics français à l'étranger. Mais il semble que ces garanties ne suffisent plus du tout, et que l'inquiétude est à son plus haut niveau, du côté des milieux financiers. D'après leur analyse, le régime de Sadate ne tiendrait pas longtemps, ou du moins, pas suffisamement pour leur garantir les bénéfices ou éventuellement le remboursement de ces crédits. Le problème a déjà été posé, publiquement lors du voyage de Mme Giscard d'Estaing en Egypte, il y a un mois environ.

Sadate vient à Paris. Sa rencontre avec Giscard risque d'être assez froide. Il est de notoriété publique que les deux chefs d'état ne s'apprécient pas beaucoup mutuellement. A ce niveau, il est difficile de dépêtrer les raisons objectives des raisons personnelles et d'humeur ...

Le prétexte du voyage était de célébrer le centenaire de l'institut archéologique du Caire.

Mais certaines mauvaises langues n'ont pas hésité, à ce moment là, à déclarer que la rencontre de Mme « *tout en Diamants* » (je cite) avec Mme Toutankahman, ne fut qu'une rencontre de « *gros sous* ». Il fut, en particulier décidé qu'il fallait subventionner des groupes « *religieux modernistes* », seuls susceptibles de s'opposer à ces « *fanatiques frères musulmans* ». Ces derniers étant considérés (à juste titre d'ailleurs), comme étant le principal danger pour le régime de M. Sadate et partant bien sûr, un danger pour ces « *investissements* ».

M. Anouar El Sadate, a en effet perdu l'auréole populaire qu'il a su gagner par son voyage à Jérusalem, et surtout par sa décision de mettre fin à la guerre.

Mais ce gain de popularité semble s'estomper. Les critiques pleuvent sur Sadate. Les bouches « *s'entrouvrent* ». Mais cela ne profite pas à l'opposition, qui n'est pas plus » *intelligente* » que Sadate lui-même. Les principaux bénéficiaires de la crise que traverse le pays, mis au ban du monde arabe, sont évidemment les « *frères musulmans* » qui ne cessent de voir leur influence grandir au sein de la jeunesse et des couches populaires.

C'est malheureusement la seule force de rechange possible du régime, qui a montré qu'il pouvait durer, mais qu'il ne pouvait pas se renouveller.

C'est ce qui explique le désarroi des milieux financiers. M. Sadate aura fort à faire pour les convaincre du contraire.

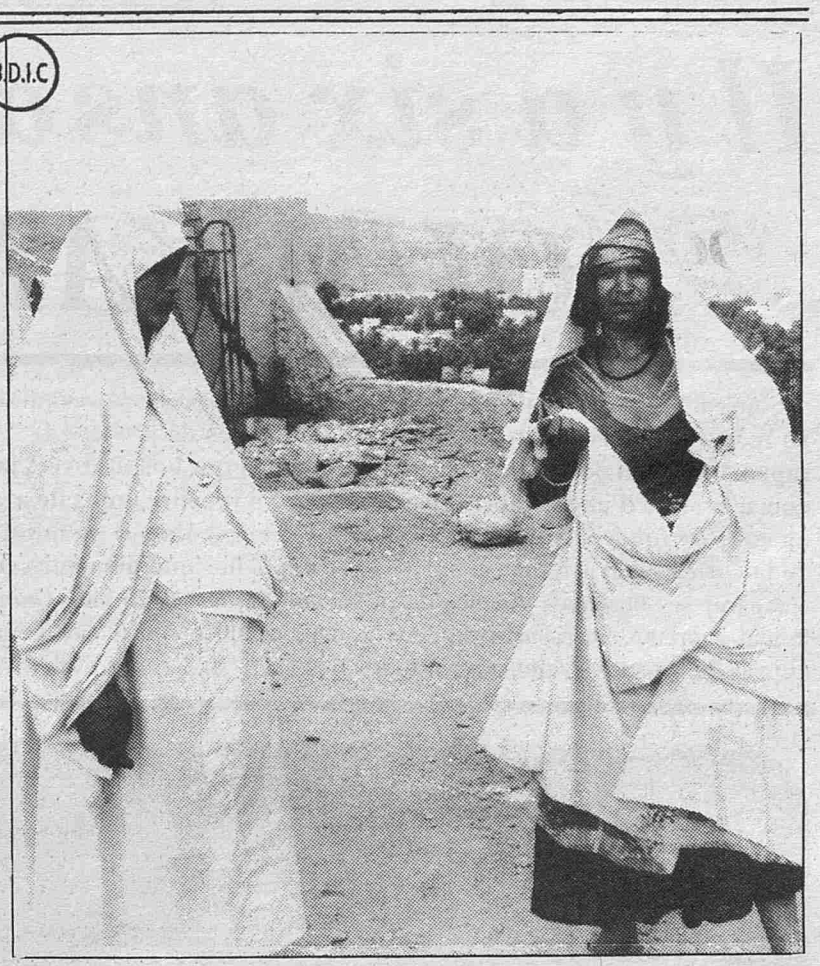
Sadate rêve d'être le nouveau « *Chah* » de la région. Il a d'ores et déjà perdu ce pari. Et il risque à coup sûr d'en perdre d'autres ...

M.A.

FEMMES DE TUNIS

« Nous n'existions que par les mots »

B.D.I.C



La semaine dernière, nous vous avons présenté le compte-rendu des « *Journées de la femme Tunisienne* », organisées par le Club d'Etude de la Condition Féminine, du Club Tahar Haddad.

Cette semaine, et dans le prochain numéro, nous avons voulu donner la parole à quatre de ces femmes, choisies arbitrairement et un peu au hasard des disponibilités de chacune, leurs témoignages sont ce qu'ils sont, et là, les obsédés de représentativité à tout prix seront déçus, car elles ne prétendent pas présenter l'ensemble des femmes tunisiennes, pas plus que leurs itinéraires ne visent à une exemplarité quelconque.

Ceux-ci ont toutefois la valeur et la richesse de ce que peut être l'expérience individuelle de femmes décidées à changer un état de fait insupportable.

Puisse leur détermination tranquille, reflet d'une maturité et d'une lucidité remarquables, apporter à leurs soeurs du monde arabe et du bassin méditérranéen de manière générale, l'espoir d'une vie nouvelle.

SF : *Comment ça se passe, pour une fille qui vit seule à Tunis ?*

Fatma : J'ai d'abord la chance de ne pas avoir mes parents à Tunis : ils habitent Béja. j'ai une soeur à Tunis, et avec ma cousine, quand nous sommes venues à Tunis, nous avons habité chez elle.

Nous sommes restées sept mois chez elle, sans problème. Son mari et elles ont été très corrects avec nous, mais c'est aussi parce qu'on a fait -de nous-mêmes- des concessions. On rentrait à neuf heures du soir, on respectait certaines règles. Mais nous, ce qu'on voulait, c'était vivre seules. On avait commencé à travailler et on avait les moyens de payer à deux un studio de 60 dinars. On a donc commencé à chercher. Ça a été très difficile, mais c'était en 75, et depuis, ça a peut-être changé.

A ce moment-là, donc, lorsqu'on contactait un propriétaire et qu'on lui disait :« *voilà, on est deux soeurs, on veut louer votre appartement* », il refusait, même si on lui montrait qu'on pouvait payer.

on a cherché à ruser : on a demandé à mon père de nous accompagner : même refus chez tous les propriétaires. Finalement, et grâce à des collègues de travail, on a trouvé un studio, dans un quartier relativement « *sécurisant* ». Mais même alors. il a fallu donner des garanties, faire intervenir le père d'une amie auprès du propriétaire pour lui garantir que nous étions de bonnes moeurs, que nous ne risquions pas d'entâcher sa réputation, que d'ailleurs, il nous surveillerait.

Le propriétaire a accepté, mais a profité de la situation pour ne pas faire de contrat. Il pouvait mettre nos affaires dehors quand il voulait. Il nous a dit :« *faites-vous passer pour nos filles, si on vous demande quelque chose* ».

Nous avons dû graisser la patte au concierge en remerciement de ses bons offices et aussi pour qu'il ne prenne pas trop son rôle de garde du corps au sérieux.

On a eu des problèmes pendant au moins un mois avec les voisins. Imagine, comme c'était un étage où il n'y avait que des studios, ils n'étaient habités que par des célibataires. Alors, pendant plus d'un mois, c'était l'excitation générale : on frappait au mur, on nous appelait au téléphone, quand on sortait, ils ouvraient leurs portes, ils se précipitaient dans le couloir, torse nu, en short et nous faisaient « *le cordon* »» pour nous empêcher de descendre l'escalier. Nous, on riait, tellement on trouvait ça minable. Mais une fois, j'ai eu peur : c'était le soir, il devait être 9h, j'étais seule, j'avais laissé ma cousine au centre-ville, et elle devait rentrer plus tard, Un type est venu frapper à la porte : pendant 3/4 d'heures, il a sonné, donné des coups de pied à la porte. Je n'ai pas ouvert.

Après cette histoire, on a fait venir nos parents pour bien montrer qu'on n'était pas seules. Ici, dès que tu habites seule, on dit : « *c'est une putain* ». On a été obligées de se cacher derrière nos parents, alors qu'en principe, on veut se débrouiller seules et on réprouve ces méthodes.

Propos de Fatma,
recueillis par FL

Retrouver la mémoire de nos mères

Je n'ai pas vraiment reçu une éducation « *traditionnelle* ». Mes parents étaient assez ouverts mais j'ai toujours été considérée comme une « *forte tête* ».

Je suis très sensible aux injustices et j'ai dû assez vite prendre des responsabilités à la maison quand ma mère est tombée malade. Ça m'a fait réfléchir.

J'ai compris alors ce que je pouvais faire et ce qu'il était interdit de faire. Par exemple, quand j'étais en terminale, j'avais envie de faire du théâtre et de la musique. Je n'en faisais pas, parce que je savais que cela ne plaisait pas à mon père. Je me suis autocensurée. Ensuite, je me suis quand même intégrée à un ciné-club et j'ai pu faire beaucoup de choses. Mais je sentais très clairement ou plutôt, on me faisait sentir, que « *je n'étais qu'une femme* ».

Par exemple : j'avais écrit un scénario de film sur la femme. Tout le monde s'est moqué de moi, on m'a dit que j'étais folle, qu'on n'allait pas filmer « *ça* ». j'ai continué quand même ... En cours de route, j'ai rencontré le « *prince charmant* » et je me suis mariée. J'avais 23 ans à l'époque.

Je considère que l'expérience du mariage est essentielle. Elle t'ouvre sur des tas de problèmes que tu vis, que tu vois. De fait, que je prenne des distances par rapport à ma famille, m'a permis d'analyser les rapports que j'avais avec chacun de mes parents.

Le fait que j'entre dans une autre famille, que j'aie établi des rapports bien précis avec eux, en dehors du rôle qu'on voulait me faire jouer, car eux ont voulu me bouffer. Alos qu'ils ne demandaient jamais de comptes à leur fils, quand il était célibataire, ils ont cherché à le coincer à travers moi. C'est à la femme qu'on demande des comptes. J'ai eu beaucoup de problèmes de ce côté et tout cela avait de l'influence sur notre couple. Le mari est pris malgré lui dans l'engrenage des rapports traditionnels et c'est bien sûr la femme qui en pâtit le plus, parce que c'est à elle qu'on demande le plus.

Je crois que cette expérience a aiguisé ma conscience. C'est surtout à ce moment là que j'ai ressenti le besoin de discuter avec d'autres filles. A ce moment là, si le club avait existé, j'en aurais été très heureuse. Si je te dis que pour moi, le mariage est une expérience essentielle, c'est aussi parce-que ça m'a permis de me réconcilier avec moi-même. j'étais, au début, très hostile aux « *femmes traditionnelles* ».

Dans les cérémonies, les mariages, quand on me mettait avec les femmes, je refusais de rester avec elles, et j'allais avec mon mari, dans la pièce des hommes.

Mais je me suis aperçue que si on m'y tolérait, ce n'était pas parce que j'étais une femme évoluée, différente des autres, ou parce qu'on me considérait comme une égale. Non. On me tolérait à cause de mon mari. Et cela ne changeait rien à l'opinion qu'ils avaient de moi. A partir du moment où je me suis aperçue de cela, j'ai décidé de rester avec les femmes.

Une autre circonstance m'a définitivement réconciliée avec les femmes. A la mort de mon mari, j'ai été très choquée de voir ces femmes préparer à manger, continuer à vaquer aux petites tâches, continuer à parler, continuer à vivre, en somme.

Elles m'ont fait horreur à ce moment-là, et puis, je me suis dit : mais elles sont très sensées, ces femmes ! Elles continuent à vivre. Elles continuent à parler du mort et tout devient très naturel. Alors que les hommes semblaient abattus par le malheur, elles, étaient dans la vie, en plein dedans. C'est vraiment elles qui perpétuent la vie, à travers ces gestes quotidiens, à travers la parole. Le mort continuait à vivre à travers la parole des femmes. C'est extraordinaire comme la femme peut dépasser la mort. Ces femmes traditionnelles, elles sont constamment dénigrées. Nous mêmes, on les rejette systématiquement.

Moi, j'estime que je n'ai pas le droit, sous prétexte que je suis consciente de certaines choses, de dénigrer leur vécu.

Ces femmes-là sont notre mémoire. Je n'ai pas le droit de nier toute résistance, toute création. La tradition orale, c'est par elles qu'elle se transmet. L'artisanat, c'est aussi leur création. On vend à Tunis de véritables oeuvres d'art, des pièces de tissage faites par ces femmes qui sont exploitées par les revendeurs. Elles, on ne les voit pas. Les femmes ont toujours été gommées. La parole leur est niée et par là, l'existence même.

Or, elles n'existaient, nous n'existions que par les mots, par la parole.

Notre tâche à nous aussi, c'est de révaloriser tout cela. Nous devons nous réapproprier notre mémoire à travers le passé de nos mères, de nos grand-mères.

Propos de Hayat
recueillis par Faiza ladkany

En vérité, la guerre n'est pas mon affaire
Moi, je suis à la maison bien avant le crépuscule
Je n'ai point encore été investie de mission prophétique
Et n'ai point célébré du sang de ma plume
de mes vibrations intérieures
les vallées de l'Univers
Le cuisine de mon coeur
s'est enfumée de fatigue
et j'ai dispersé
hors de leurs cachettes profondes
les justifications
Puis je suis venue
je suis venue parler de moi
dire mon amour
mes contes
mes enfantements
J'ai vécu, oui,
et je vis encore
mais on me jeta au panier
chose inutile
Au sommet de la colère et de la souffrance
était Shéhérazade
qui tissait dans l'espace de l'oubli quotidien
l'histoire des rescapées
l'histoire des femmes en colère
Elle traversait les murs des légendes
sans plainte,
et pénétrait au plus profond
des maisons enceintes
de paroles interdites
de verbes tus
la virginité n'était certes que prétexte
à l'honneur des familles
et la gloire des hommes
jusqu'à ce que je devienne
ombre
dans l'ombre
des ombres
et que je reste ainsi
sans visage
à contempler ce que fit de moi
l'amour claustrateur
Je ne veux pas Je ne veux pas
que mes nuits soient ivresse
parcourant des corps endormis
Je veux que l'existence hurle
la lumière de ma légitimité balbutiante
parce que je ne suis pas
miroir de tristesse
ou joie dans un lac de mythes

Hayat Gribâa.

Traduction : F. Ladkany

Il y a six ans disparaissait OUM KALTHOUM

B.D.I.C

Souvenez-vous ! C'était le 3 février 1975. une dépêche laconique tombait dans toutes les rédactions du monde, diffusée par toutes les grandes agences de presse : L'« *Astre de l'Orient* » n'était plus. Le rapport médical de l'hôpital de Meadi, où elle était hospitalisée, indiquait sa mort par arrêt cardiaque, à la suite d'une hémorragie cerebrale. La funèbre nouvelle avait frappé le monde arabe comme un coup de foudre. Non ! On ne pouvait y croire ! Mais il le fallut bien et pour situer la popularité de la « *diva* » égyptienne, il suffit de se rappeller que plusieurs commentateurs n'hésitèrent pas à comparer ses obsèques à celles du président Nasser. A 78 ans, *Oum Kalthoum* avait été terrassée par le mal suprême, après près de deux années de lutte contre des troubles rénaux qui l'avaient conduite auprès de tous les grands spécialistes des USA, de France et de Grande-Bretagne.

Photo DR

Un destin fabuleux

Née en 1898 dans une famille modeste, la petite fille brune aux yeux noirs s'initie au Coran dès l'âge de 5 ans, grâce à son père **Cheikh Ibrahim**, qui anime alors une petite troupe au répertoire limité exclusivement aux chants sacrés. A 9 ans, elle connaît déjà l'art de la psalmodie. Dès lors, son horizon musical restera limité à la chanson mystique jusqu'à ce fameux soir de 1921, où elle se produit devant une riche famille du Caire ... Elle y fait la connaissance d'un promoteur de spectacles qui organisera son premier concert public. En 1923, elle élit définitivement domicile au Caire où son art brillera désormais de mille feux jusqu'aux quatre points cardinaux.

Il est important, pour analyser de manière exhaustive « *l'impact* » Oum Kalthoum, de cadrer brièvement la situation internationale de l'époque : d'abord, elle a traversé les deux grandes guerres ; elle traversera allègrement tous les régimes, de Fouad à Farouk (à qui elle dédiera une chanson), de Nasser, avec qui elle avait conspiré contre Farouk, à Sadate, qui lui conféra le titre « *d'artiste du peuple* ». Malgré toutes ses références (si l'on ose dire !), il est difficile de trouver une appartenance quelconque de la Reine à la politique, sinon son irrésistible dessein de mettre ses actions musicales dans le capital de la Nation arabe, en lutte silencieuse pour son auto-réalisation.

Son rôle de véhicule d'idées aura été inestimable. Son supposé flirt poussé avec le nassérisme lui aurait valu, dit-on, d'être reconnue, par les Américains, comme l'« *arme secrète de Nasser* » et d'être en tête de liste de personnalités égyptiennes que les anglais se proposaient d'arrêter lors du débarquement de Suez, en 1956.

Patriote, elle était de surcroît généreuse : le cachet de 190 000 francs français qu'elle obtint pour deux récitals donnés à l'Olympia, à Paris, en 1967, fut intégralement versé à son pays, en contribution à l'effort de guerre. Ce « *phénomène* » que le monde occidental considérait comme une mouture de **Maria Callas, de Bessie Smith et d'Ella Fitzgerald,** mais dont le pouvoir est incomparable, n'était pas seulement un phénomène de millions. Le mythe Oum Kalthoum, déjà objet de recherche pour les sociologues et philosophes, réside à coup sûr, ailleurs que dans l'encombrement de l'aéroport du Caire par les jets privés et les charters le soir du récital mensuel qu'elle donnait régulièrement le premier jeudi de chaque mois pendant 35 ans. Il est peut-être, dans cette voix stratosphérique (certains spécialistes ont calculé que sa voix émettait près de quatorze mille vibrations par seconde, contre quatre mille pour une voix normale !) qui épouse jusqu'à la perfection chaque mot prononcé et le sentiment qu'il traduit. Il est aussi, dans cette vénération, cette communion qui touche à l'hypnose entre elle et ce théâtre archi-comble de Zamalek, où jusqu'à 76 ans, déjà amoindrie, elle parvenait encore à tenir six heures d'affilée devant un micro -le temps de deux chansons- sans que jamais son auditoire s'en lasse.

TOUS LES SAMEDIS
Achetez, lisez
diffusez, écrivez
« Sans Frontière »

Adulée, mais aussi critiquée

Oum Kalthoum n'aura pas échappé à la controverse propre à toutes les grandes destinées. Il se trouve une caste minoritaire d'intellectuels arabes qui lui reprochent la longueur de ses chansons aux rythmes lents et aux paroles naïves qui, selon eux incitent les auditeurs à la paresse mentale aussi bien que physique. Un autre reproche lui est fait : la musique orientale qui a connu une évolution positive du début du siècle jusqu'aux années vingt, grâce au grand musicien égyptien **Sayed Darwich**, aurait marqué un recul avec les chansons de l'« *Astre de l'Orient* », et serait revenue aux thèmes et aux rythmes du début du siècle. « *Jeune Afrique* » (du 21 février 1975, No 737, P. 37) rapporte une phrase qu'un jeune assistant à la faculté des sciences de l'Université du Caire écrivait, peu après la guerre de 1967 : « *le hachish et* Oum Kalthoum *voilà les deux raisons de notre défaite* ». Sans commentaires ! Toujours selon ce numéro de « *Jeune Afrique* », ses rapports avec le président Nasser n'auraient pas été aussi limpides que certains le prétendent. Ce dernier aurait vainement essayé d'exploiter sa popularité par exemple par le canal d'un émetteur secret qui diffusait exclusivement la musique de la « *Reine* ». Les rumeurs persistantes qui ont circulé après la découverte du dit émetteur en 1956, ont fait état, de la part de Nasser, d'une prévision en cas d'attaque surprise, de l'extérieur ou de l'intérieur, contre la radio égyptienne. Quant à Oum Kalthoum, elle n'aurait jamais été une enthousiaste du régime de Nasser. On affirme qu'elle entretenait des relations étroites avec les dirigeants de l'ancien régime monarchiste et, plus tard, avec les émirs du pétrole. Elle s'entourait volontiers d'intellectuels de droite, tels le poète **Ahmed Rami** et le journaliste **Salah Jaoudat** du **MOussawar,** qui s'était distingué dans la campagne contre Nasser.

On lui prête des déclarations hostiles à la politique nassérienne et certaines conditions posées à son retour des USA où elle était partie se faire soigner en 1954. Nasser aurait alors menacé de saisir sa fortune et de lui retirer son passeport. Sous la menace, elle se serait hatée de rentrer en Egypte. En outre, on lui reproche d'avoir entouré ses dons de bienfaisance d'une propagande telle que le sens réel de cette « *charité* » en devenait douteux.

Mais toutes ces considérations n'auront jamais entamé son mythe auprès de plusieurs millions d'Arabes qui ont eu et ont toujours pour elle une profonde vénération . Il n'est que de voir comment sa légende s'est transmise jusqu'aux enfants nés au début des années 70. Qui plus est, elle a été sans doute la première à provoquer auprès des occidentaux et d'autres nations un engouement pour la musique orientale. Le fait est là : Il n'est nul besoin de comprendre l'arabe pour « *sentir* » la musique d' Oum Kalthoum. « *Sentir* » est bien le mot, car la beauté, la pureté, le charme ne s'expliquent pas,ils vous consument comme une flèche d'amour.

Milliardaire et adulée, **Oum** aura vécu son destin jusqu'au bout. Phénomène socio-culturel. elle avait avant sa mort franchi les portes de l'Histoire. Elle a produit un si grand nombre d'enregistrements, qu'aujourd'hui encore, il est impossible d'en faire le compte exact. Ses disques continuent de se vendre par centaines de milliers . Alors elle reste là, tout près de nous, le temps de « *Al Atlal* » par exemple, et on se dit que tous les héros n'ont pas besoin d'une épée.

Enquête de
Pasteur Lappé

Flash ...Musique ...

Les **MARACAS 81** sont arrivés ! Il s'agit pour l'Afrique de : **Manu Dibango** (Cameroun), **Seydou Zombra** (Haute-Volta), **Wango** (Sénégal), **Ondeno** (Gabon). Pour les DOM TOM : **Roland Brival, Festival de Quadrille, Ophelia.** Nous vous proposons un reportage de la cérémonie dans votre prochain SF.

L'Edition musicale africaine coule : Wea Philippachi a supprimé son catalogue Afrique, Safari Ambiance dépose son bilan et se tourne vers les Antilles, Sonodisc n'annonce aucune nouvelle production. Ça va mal !

Le Nigéria bat tous les records de piraterie de disques en Afrique. Les vrais éditeurs ne vendent plus.

Franco (Zaïre) voit son dernier disque piraté ! Il envisagerait de raccrocher.

Henri Guedon fait un malheur en Europe : Londres, Bruxelles, Munich et maintenant, Zurich. Et tout ça en moins de 15 jours !

Santa-Claus

Djamel Allam

B.D.I.C

« *J'espère que Vitry est une bavure* »

Djamel Allam est passé à Saint-Médard en Jalles (20 km de Bordeaux) ! Nous avons pu l'interviewer très rapidement avant le début du spectacle. Nous reproduisons donc cet interview et nos propres réflexions.

SF : *Peut-être serait-il plus simple de te présenter.*

Djamel : Cela fait 13 ans que je suis en France. Ma famille est en Algérie. Je suis venu il y a 13 ans par l'ONI pour travailler, gagner ma vie en France. J'ai travaillé pendant 6 mois en usine. Puis, je me suis balladé en Europe, j'ai fait un peu de théâtre, de la musique. Je suis rentré en 1972 en Algérie j'ai chanté en kabylie. J'ai fait deux 45 tours, et je suis passé à la TV et à la radio. mais le manque d'infrastructure en Algérie pour la production d'un disque m'a incité, entre autre, à revenir en France, où j'ai trouvé une maison de disques correcte et mon premier album est sorti en 1975. Depuis, j'en ai sorti d'autres et ma première tournée a été en 1974 ...

SF : *Tu joues dans quel pays ?*

Dj. : En France, en Belgique, en Suisse. Peut-être bientôt en Italie, au Portugal et en Espagne.

je ne pense pas pouvoir jouer en Tunisie, car j'ai pris position pour l'UGTT et Achour. Ni au Maroc également. Ceci de par mes positions sur l'autodétermination du Peuple Sahraoui et du soutien au Front Polisario. En Algérie, je joue assez souvent. 4 à 5 fois par an ...

SF : *Peux-tu nous donner des précisions sur ta position par rapport à l'Algérie, le public que tu touches là-bas, tes rapports au gouvernement ?*

Dj : Au départ, j'ai eu quelques problèmes avec le gouvernement dûs à des blocages politiques. Mais j'ai réussi à m'imposer et maintenant, je n'ai plus de gros problèmes.

Je pense qu'il y a eu des choses très chouettes en Algérie. Les villages socialistes, l'alphabétisation, les nationalisations, mais il existe une nouvelle bourgeoisie ! Pour moi, le problème berbère n'est pas le problème central en Algérie. Les évènements de Tizi Ouzou ont été le lieu où tous les problèmes se sont greffés ! Je touche un public jeune et varié à Alger. J'aime aussi beaucoup jouer là-bas ...

SF : *Les positions par rapport au problème « arabe-berbère » ?*

DJ : Je me définis comme arabo-berbère, mais de culture berbère à la recherche de sa culture. Je définis « *arabe* » comme étant un arabe populaire non importé.

Notre culture c'est la symbiose des cultures populaires existantes en Algérie. Mais comme je l'ai dit plus haut, le problème n'est pas le problème central en Algérie, c'est cependant un problème très important.

SF : *Quels sont tes rapports avec Djurjura et Idir ?*

DJ : Idir est un bon copain. Nous ne poursuivons pas le même but ! Je suis plus internationaliste qu' Idir et je suis aussi un nationaliste algérien. Djurjura, c'est du folklore, mais c'est bien, même si j'ai du mal à rester au spectacle jusqu'à la fin *(tu n'es pas le seul)*. Mais il est important que tous ces groupes existent ! ...

SF : *Comment définis-tu ta musique, quel public désires-tu toucher, quel travail fais-tu en direction des jeunes immigrés ?*

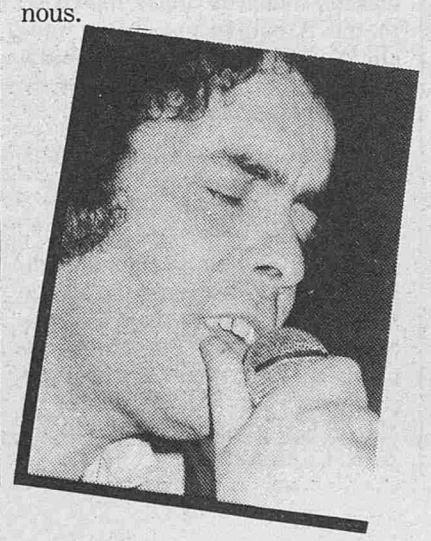
DJ : Je prends mon travail très au sérieux ! Je fais toujours deux mois de répétitions avant chaque spectacle. Je décide moi-même de mes affiches, mes pochettes de disque. Mon but est de communiquer avec les gens. Les français et les immigrés. C'est important de s'adresser à un public français, car si des gens ont des « *à priori* » avant le spectacle, j'espère qu'après m'avoir vu, ils reconnaitront que nous avons une culture, une musique. C'est aussi pour communiquer que je parle français. Je définis ma musique comme progressiste. On me reproche les instruments occidentaux. Mais je ne suis pas d'accord. La guitare vient de chez nous, le blues, le rock, cela vient d'Afrique. Le rythme, c'est nous. J'ai dix ans d'avance musicalement. Je touche aussi un public immigré. Et c'est important qu'ils trouvent en moi ce qu'ils veulent. Je joue dans des quartiers immigrés où il y a beaucoup de jeunes. Par contre, les vieux ne viennent pas, car ils sont trop hermétiques ...

SF : *Ta position par rapport à Vitry ?*

DJ : Je suis contre les méthodes du PC. Dire « *Halte à l'immigration* » ou parler de « *seuil de tolérance* », c'est du racisme ou de la xénophobie. je ne veux pas faire d'anticommunisme primaire, mais je condamne le PC dans ses derniers agissements. L'appareil, mais pas les militants communistes. Cela fait 5 ans que je tourne en France et c'est grâce au PC à 90 % que j'ai pu le faire. J'espère que Vitry est une bavure. Je lutte contre le racisme d'où qu'il vienne.

SF : *L'avenir pour l'immigration ?*

DJ : De la merde pour nous immigrés. Je crois à la réinsertion même si elle doit être difficile. mais le retour me semble être la seule issue. Là-bas, on est chez nous.



En espérant avoir été objectifs, Djamel ! Nous avons, après le spectacle, interviewé 34 personnes qui y avaient assisté :

HIda : C'était la deuxième fois que je le voyais. Je l'avais vu le 10 Juin à la fête du PC, à Bordeaux. Il avait accepté, malgré l'avis opposé des dirigeants du PC, de diffuser un communiqué des travailleurs immigrés, en grève de la faim depuis un mois. C'était donc chouette. Je l'ai vu avec un regard positif d'immigré qui voit resurgir à travers Djamel Allam, une culture opprimée en France. En effet, il y a 4 millions d'immigrés en France, dont plus de la moitié est d'origine maghrébine, et cette culture ne peut pas s'exprimer en France.

Pour le spectacle, il était trop court, mais il a réussi, à la fin à faire danser la moitié de la salle. C'est positif.

Rachida : La musique, j'ai bien aimé. Mais j'ai trouvé que Djamel Allam avait un langage trop humaniste, pas assez politique. De plus, j'ai eu l'impression qu'il « *léchait beaucoup* », qu'il « *jayotait beaucoup* » auprès du public français.

Jean-Michel : Je connaissais la musique. Le spectacle m'a beaucoup plu et ces spectacles devraient être aussi fréquents que Béranger ...

Nadine : C'était pas mal. Pour une fois, on pouvait danser. Les textes étaient traduits en français mais je n'ai pas tout compris. C'était dommage.

Notre point de vue

Le spectacle s'est déroulé à 20 kms de Bordeaux, d'où un problème de locomotion et donc un certain type de public. Le public était en majorité français, de gauche ... Par contre, ce qui nous a semblé intéressant, c'est qu'il y ait des algériens, des marocains, des tunisiens, des libanais.

Le spectacle en lui-même avait certaines lacunes : le temps ... trop court, un discours contradictoire et incohérent quelquefois (sur le racisme), une attitude sur scène très européenne. Nous avons trouvé ce spectacle trop européen, car nous nous attendions à un spectacle plus immigré, plus africain, aussi, où la musique serait mieux sentie, et mieux extériorisée.

De plus, cela nous semble dommage de ne pas tenter de jouer le plus possible dans des quartiers immigrés ou proches, pour donner la possibilité aux jeunes immigrés et aussi aux femmes de venir.

Le point positif de ce spectacle, nous semble être ce type de musique, qui rallie à lui des berbères et des arabes. Aujourd'hui dans la musique, dans la politique aussi, et dans toute la réalité.

Que la musique nous cristallise tous, arabes et berbères contre ceux qui justement oppriment les cultures populaires.

Hamed et Djamila

ELANCOURT :

« *La Culture des autres* »

Connaître la culture des autres, celle des immigrés, certaines mairies, célèbres depuis quelques temps (Vitry, Montigny les Cormeilles) ont pris le devant de la scène -un bulldozer, au niveau du spectacle, c'est évidemment assez gros et ça se voit- on trouve de tout, dans les mairies communistes ! -une manifestation dite « *populaire* » devant les fenêtres d'une famille marocaine accusée de vendre de la drogue, il fallait voir ces fanatiques aux cris incantatoires : « *halte à la drogue* », il ne manquait plus que le bucher.

Il existe d'autres municipalités qui n'auront pas tous les honneurs de la presse (Huma y compris). Celle par exemple d'Elancourt, où la « *maison pour Tous* », consacre tout ce mois de février à la « *Culture des autres* », dans un souci d'améliorer la qualité des relations entre tous les habitants de cette ville « *meilleur vecteur d'enracinement* ». Pour ceux venus d'ailleurs (français, portugais, maghrébins).

Pour cette opération, ils ont employé de gros moyens, il faut noter que cette association a de multiples aides financières, dont une grosse partie vient du syndicat communautaire qui regroupe les onze communes de la ville nouvelle, et d'autre part, jusqu'en 80 ,elle bénéficiait du contrat « *pluriannuel* » de Dijoud, à destination des travailleurs immigrés. Ce contrat est arrivé à expiration et il n'a pu être reconduit (on en fera pas une affaire ...) Dans cette programmation de qualité, deux moments importants : ce fut le spectacle du 7 février, le récital de **José Afonso**

l'auteur de « *Grandola Villa Morena* » la chanson de la « *Révolution des Oeillets* », les habitants d'Elancourt qui furent nombreux à cette soirée, ont pu découvrir ce poète, musicien, militant, qui est le témoin vivant du réveil portugais.

L'autre moment de ce festival sera la nouvelle création des « *compagnons de la Marionnette et de l'expression* » : **Le Meddah, le Sultan et les ombres** », mise en scène par *Saïd Hamidi*, en co-production avec « *le théâtre de l'échelle* » (Saint-Etienne), ce spectacle aura lieu le 20,21,22, à la *Maison pour tous*. Par ailleurs, tout le long de ce mois, huit peintres immigrés originaires de Porto, de Lisbonne, exposeront leurs tableaux ; ils nous feront découvrir, l'art portugais, méconnu en France, tout comme la littérature. Il s'agit d'une peinture tournée vers le réel et la vie, mais aussi vers la mémoire et l'imaginaire, c'est une peinture de constat et interrogative, une création, un cri, une longue méditation et une recherche d'identité. Le travail de ces huit artistes : *Burmester, Carreiro, Da Rocha, Morais, ...* sera présenté pour la première fois en France par le critique d'art Egidio Alvaro, qui participera, entre autres, à un débat sur la peinture contemporaine portugaise.

Le cinéma « *Jean Renoir* » à Trappes, nous présentera, quant à lui, un festival de « *jeune cinéma portugais* ». A travers quatre films en version originale sous-titrés « *Veredas* », de **Monteiro,** « *Bom Povo Portugues* » de **Simoes,** « *Cronica de Emigrados* », de **Madeira, et** « *Manha Submersa* », de **Antonio.** Des débats suivront la projection du films et le 24, un débat aura lieu sur le jeune cinéma portugais.

Ce mois de février sur le Portugal se concluera par une soirée « *Fado* », et vous goûterez une super bouffe portugaise, dans une « *chaude ambiance* » -**bonne fête-**

Mohamed N

Algérie : Sétif toujours leader

Après cette 18ème journée, le regroupement en tête du classement se maintient et l'EP Sétif reprend de nouveau seul le commandement. Opposé au mouloudia d'Alger les Sétifiens ont dû sortir le grand jeu pour arracher la victoire dans un match où l'arbitre fut très contesté par les Algérois. *L'autre co-leader de la semaine dernière le MAA Hussein Dey, a fait les frais de la volonté des joueurs du M-P Oran de renouer avec le succès après presque trois mois de vache maigre.*

Avec le MAAHD et le MPA trois autes équipes sont à l'affut des setifiens. D'abord le J-E-Tizi-Ouzou qui revient très fort comme l'a démontré son succès face au bellcourtois où rien ne va plus ; ensuite l'USM El-Harrach. *qui en battant la DNC Alger, confirme son ascension et ses prétentions d'accéder au titre suprême ; enfin le RS Kouba qui est revenu avec deux de son périlleux déplacement à Guelma.*

Quant aux trois équipes du milieu du tableau, la DNC Alger qui chute de plus en plus, Bel-Abbes et Mascara, elles sont loin d'être à l'abri de la relégation. L'écart *qui les sépare des équipes les plus menacées par la descente reste minime et il faut compter sur un retour en force de ces dernières.*

Classement Algérie 18[E

	Pts	J	G	N	P	M	E	D
EP Sétif	42	18	9	6	3	32	20	12
JF Tizi-Ouzou	40	18	9	4	5	27	21	6
MA Hussein-Dey	40	18	10	5	3	24	21	3
mp alger	39	18	10	1	7	34	25	9
RS Kouba	39	18	8	6	5	26	20	6
USM El Harrach	39	18	9	4	5	28	22	6
DNC Alger	36	18	5	8	5	21	22	1
FSM Bel Abez	36	18	6	6	6	24	20	4
GCF Mascara	35	18	5	7	6	22	24	2
CM Belcourt	32	18	3	8	7	20	26	6
ASC Oran	32	17	4	6	8	16	26	10
WRF Collo	31	17	3	8	6	12	18	6
MP Oran	31	17	4	6	7	19	20	1
FSM Guelma	30	17	3	7	7	20	23	3
CN Batna	30		5	3	9	12	27	15

Résultats 18 e journée

CM Belcourt-J.E. Tizi Ouzou	0—1
DNC Alger-USM El Harrach	1—2
M.P. Oran - MA Husseindey	1—0
G.L.R. Mascara-A.S.C. Oran	2—2
E.P. Sétif-M.P. Alger	3-—2
WFK Collo -USM Bel-Abej	0—0
ESM Guelma-R.S. Kouba	0-0

Cameroun : les positions se précisent

Les positions se précisent, à la fin des matchs aller. En tête, enfin des équipes au goal average positif. Tonnerre, le leader, termine les matchs aller sur les chapeaux de roue. Après avoir passé un petit 4-0 à l'Unisport de Bafang. (Ayé !!), on baisse un jpeu le ton pour battre P.W.D. par 3-1 : Hum ! (rumeur sur le stade ...). 30 buts en 12 matchs et plus 15 au goal-average : que voulez-vous, quand la poudre parle, ça fait mal hein ! Canon 14e avec 11 points est malgré tout le mieux placé pour inquiéter le Tonnerre, une fois que ses 5 matchs en retard seront joués. Si on fait un rapport matchs joués, goal average Canon serait 2e. Avec 4 matchs en moins par rapport au Second Aigle, le Canon a marqué 13 buts contre 15 à l'Aigle.

B.D.I.C

Match en retard

Union de Dla -Fédéral de Foumbam	2—1
Dragon de Ydé–-Aigle de Dschang	0—0
Tonnerre — PWD	3 1

Classement

	Pts	J	G	N	P	M	E	D
Tonnerre	17	12	8	1	3	30	15	15
Aigle de Dschang	16	14	4	8	2	15	11	4
Lion de Ydé	15	15	5	5	5	22	17	5
Dynamo de Dla	15	14	5	5	4	15	18	—3
Unisport de Bafang	15	15	4	7	4	16	20	—7
Union de Douala	14	13	4	6	3	19	19	0
PWD de Bamenda	14	15	5	4	6	17	19	—2
Bamboutos	14	15	4	6	5	16	18	—2
Fédéral	14	14	5	4	5	19	15	—4
Entente de Ngaoundere	13	13	5	3	5	16	15	1
Dragon de Yaounde	13	13	5	4	4	12	14	—2
Racing	13	15	4	5	6	13	19	—6
Dragon de Dla	12	14	3	6	5	14	16	—2
Canon	11	10	4	3	3	13	8	5
Union abong-Mbang	10	13	5	2	6	16	16	0
Léopard	10	15	3	5	7	11	18	—7

TOUS LES SAMEDIS
Achetez, diffusez ecrivez
« *Sans Frontière* »
TOUS LES SAMEDIS
Achetez, lisez, diffusez, ecrivez

Maroc : CLASSEMENT

FUS	FUS (Fith Union spor. de Rabat	61
KAC	KAC (Kénitra Ass. club	60
RAJA	Raja de Casablanca	54
SCCM	Mohamedia	53
KODEM	Kodem Meknès	
FAR	Force Armée Royale	
IFBS	IFBS	
	Sidi Fkeih Ben Salah	52
MCO	Mouloudia Oujda	
RBM	Raja Beni Melal	51
USM	Union sportive Mohamedia	
WAC	WIDDAD CASA	
DHJ	Diffah Hassan Jadidi	50
ASS	As. sportive de Salé	49
MAS	Maghreb (Fez)	48
MCEM	Marrakech	46
USK	Sidi Kacem	
RSB	Renaissance sportive Berkane	45
MAT	Tétouan	44
UST	Touarga	40

Résultats sportifs de la 25ème journée du championnat au Maroc

FAR—US MOHAMEDIA	1—0
FUS—USK	1—0
KENITRA—MAS	0—0
CODEM—RAJA B.M.	1—0
MAT—BERKANE	2—1
MS OUJADA—WAK	1—0
MCEM—DHG	0—0
MOHAMEDIA CC—UST	2—0
RAJA CASA—ASS	2—0
Sidi Fkeih —Ren. Settat	0—0

Coupe d'Afrique des Nations : Tirage

2e tour. Formul match aller-retour. Le première des 2 équipes citées par match, reçoit au match aller. Par souci de simplification, chaque match est noté d'une lettre :

A : Maroc-Libéria
B : Guinée-Guinée Equatoriale
C : Algérie-Mali
D : Congo-Ghana
E : Zambie-Zimbabwe
F : Sénégal-Tunisie
G : Tanzanie-Madagascar
H : Ethiopie-Rwanda
I : Togo-Cameroun
J : Egypte-Kenya
K : Zaïre-Mosambique
L : Haute-Volta-Côte d'Ivoire (forfait)

Pour le 3e tour, les matchs seront les suivants : le vainqueur du match I rencontrera le vainqueur du match F ; celui du match I contre celui du match G ; ensuite, match B contre match H, match A contre match e ; match D contre match K ; match C contre la Haute-Volta vu le forfait de la Côte d'Ivoire.

Nous vous fournirons de plus amples informations sur les dates et lieux des matchs.

Les matchs du 3e tour des éliminatoires de la Coupe du Monde devront se jouer avnt le 31 mai. Nous n'avons pas encore les dates de ses rencontres car les pays connernels : Algérie-Niger ; Maroc-Egypte ; Nigéria-Guinée ; Zaïre-Cameroun

TV Service du dimanche : mosaique

DIMANCHE 15 FEVRIER

10 Heures : Ouverture avec *Image de la Tunisie.*

Emission Spécial Algérie . Emission produite par la Radio Télévision Algérienne réalisé par Mohamed Hazoulay. Cette émission est enregistrée dans le Sud Algérien : El Oued, 500 km au sud de Constantine.

Rubrique dialogue : reportage sur les mosquées de Constantine.

Rubrique loisirs, vie culturelle : extrait d'une pièce de théâtre « *Les gens du quartier* », interprété par le théâtre régional de Constantine.

Rubrique Sport : *Match foot ball* avec l'équipe de Sétif.

Rubrique Social : *la réinsertion d'un travailleur Immigré Algérien* qui nous fera part de son récit en Algérie.

Variété : *Mohamed Mahboub* (chanteur du Sud Algérien)
Mohamed l'Aurasis
Le groupe Bjorf chantera l'Algérie de l'Est.
Malika Daumoran (chanteuse kabyle)
Djahida (chanteuse oranaise)

Immigration magazine : Actualité en France et dans les pays d'origine. Si vous ratez l'émission, ce n'est pas trop grave, restez plutôt au lit ...)

Trait d'Union

Emission No 17 (diffusion le samedi 14 février 1981 sur FR3, de 12 h à 12h30)

Réalisateur : Jacques Soumet
Présentateur : Edouard Pellet
Producteur délégué : R. Deshayes

Thème : LE MARIAGE

Nous assistons à un mariage traditionnel à St Wit près de Besançon.

Nous montrons ce que la tradition représente de nos jours. Nous reccueillons l'avis de plusieurs couples musulmans ou mixtes sur le mariage.

Plateau :

Monsieur Bentabed (Chef de la Mission de la Région parisienne) en débattra.

B.D.I.C

AGENDA

PARIS

Lubisi-Manana- Mashigo résistants noirs à l'Apartheid : condamnés à mort. Une soirée organisée par le *Mouvement Anti Apartheid* pour les sauver de la mort. Soirée à *l'église St Merri*, le 13 février à 20 H 30 (78 rue St Martin, métro Hotel de Ville). l'entrée est libre : poèmes, Musiques, et témoignages avec Alex Moumbaris (ANC) Alary, Baaron, De Seynes, Dalo, Nzonzi, ...

Pour les gens qui veulent s'éclater et prendre leur pied (terminologie qui ne plait pas à beaucoup de gens et aux communistes), allez écouter **Pies joints** le 17 et 18/2 et le 19, 20, 21/2 : vous entendrez : **Red Rage Heavy,** du bon rock de Londres *Au Gibus Club*

Gala de soutien pour le peuple Salvador jeudi 19 à *la Mutualité* avec la participation de Francesca Soleville, des groupes Vrugayens, chiliens, Michel Alimeck... Venez nombreux.

Deuxième anniversaire de la Révolution iranienne. A cette occasion soirée de solidarité samedi 14, à la salle l'AGECA 177, rue de Charonne. Témoignages, expos photos, films débats, chants, buffet iranien.

16 février : **Téléphone** (oui, du rock, du vrai rock, pour les branchés sans fil ! (*Quel style, ce Momo, quand même !NDLC*) jusqu'au 28 février au *Palais des Glaces* vous écouterez **Anne Sylvestre.**

Intercommunal Free Danse Music Orchestra, le 20,21, **François Bourreau Trio,** le 26/2 et **Edja Kungali. African roots in Music Coret,** avec invitation à la danse le 27 et 28/2 *au Dunois.*

Du 10 au 21/2 : **Isabel et Angel Parra**
au Théâtre de la ville.

Areski et Brigitte Fontaine sont en ce moment au Lucernaire Forum, où ils passent à 22h 15 sauf le dimanche. Il serait bien que vous puissiez les voir, allez y de la part de Sans Frontière, vous serez bien reçus, c'est *au 53 rue Notre Dame des Champs*. Bonne musique.

Ghédallia Tazaerès, du nomadisme vers l'imaginaire à la *Cour des Miracles* jusqu'au 24 février à 22h45.

Gotan, musica de Buenos Aires, du Tango argentin à Paris, jusqu'au 15 à 20 h 30, *au Studio Bertrand,* 29, rue du Gal Bertrand, 75007

Soirée Maroc musique et poésie Joseph Assidon piano Bach, Beethoven, Bartok. Poèmes d'Abdellah Laabi dit par Marianne Auricoste, Nouredine Elansari, Denis Manuel, Cath therine de Seynes, le vendredi 27 février *en l'eglise St Merry rue de la Verrerie 75004.*

La Galerie Pierre Lescot accueille Limage à l'occasion de la parution de l'ouvrage consacré à Franta, elle présente les quatre premiers numéros de **Cahiers , Lunage/Alain Avila.** Exposition des œuvres de *Franta Zeimet, Le Boul'ch, Tilman* du 19 février au 7 mars. *Galerie Pierre Lescot* 28 rue Pierre Lescot 75001.

Au Centre Georges Pompidou (Beaubourg) :
Expositions : **Les réalismes entre révolution et réaction.** 1919-1939 : présentation des divers courants réalistes en Europe et aux USA, entre les deux guerres : littérature, peinture, architecture.
Mini expo : pour enfants : **Les Indiens d'Amérique du Nord,** débat de la salle d'actualité : à l'occasion de la parution du livre « **De Kalila et Dimna** », débat sur la **littérature arabe** et le 23, c'est sur le reggae, à propos du livre reggae « *par Sang* » de Stephen Davis
Projection de documents, le 11 février : les rivages méditerranéens : « *Tunisie, refuge des Oiseaux* ».

Au Centre Culturel de la RSF de Yougoslavie, 123 rue Saint Martin
Exposition de peintures, sculptures et dessins des artistes de Voivodine, jusqu'au 17 février.
Le mardi 17 à 20 H, table ronde : **l'Héritage de Tito, l'autogestion nécessaire.**
Jeudi 19 de 17H30 à 21 H : **Vernissage de l'exposition de Zorko** qui est un sculpteur mardi 24 à 20H musique avec le compositeur macédonien Vlastimir Nikolovski mercredi 25 à 20H présentation du poète Andjelko Vuletic
VENDREDI 13/2 à 19H
l'Epervier du Nil de Abou Sayf (Egypte). Un film d'aventures basé sur la contradiction entre les paysans et les féodaux. Ce film est la version arabe du film italien du même titre.
Vendredi 20/2 à 19H : **le Menteur de Abou Sayf.** L'ouvrier et le journaliste constituent les bases du pouvoir national. Il s'agit d'un journaliste qui recherche les auteurs du vol des biens du secteur public. Il s'infiltre dans la vie des ouvriers et se confronte à eux. Ces projections des films d'Abou Sayf auront lieu *au Centre Culturel Irakien, 11 rue de Tilsit, 75017.*

Les instruments de musique populaire *au Musée des Arts et Traditions populaires, (le cromorne, la vielle, le biniou, la cabrette, la harpe celtique ...* (6 route du Mahtma Gandhi, tous les jours sauf mardi de 10H à 17h.)

Pour les rockers, allez écouter **Les Babouches,** vous m'en direz des nouvelles, ils sont jusqu'au 10 à 20 h 15, *au Tremplin de paris,* 46, rue N.D. de Lorette, 75009.

Mi Païs, Bidonville, vous connaissez, c'est **Claude Nougaro,** il a un nouveau spectacle jusqu'au 1er mars à 21 h à l'olympia.

BANLIEUE

CREUSOT (Seine et Loire)

A l'école maternelle d'Aifleur, le 13/2 à 20H30, **Arabesques à voir et à entendre** avec Fawzi al Aidy, Guy Jacquet et Massoudy
à la Maison pour Tous, du 13/2 au 20/2, expo : **Imagerie Populaire en Terre d'Islam,** vendredi 13 à 18 h, accrochage public de l'expo avec Jacquet.
Samedi 14 à 14 H, **Atelier de Calligraphie,** avec Massoudy et **Atelier de Contes** avec Jacquet *à la Maison des Arts et des Loisirs, 14/2 à 16H30,* montage sur les instruments de musique arabe avec Fawzi Al Aidy suivi d'un récital

MASSY

Le 20/2 à 21 H, du Super bon rock français (oh, Gaby, tu le crois vraiment) avec **Alain Baschung** *au Centre Omnisports.*

SARCELLES

Au Forum des Cholettes le 28 février (21H), **Djurdjura.** 3 femmes algériennes (qui ont beaucoup de charme) chantent la Kabylie.

ELANCOURT

Khamsa : Stage de musique avec Fawzi Al Aidy, mardi 17/2 à 20H30 à la*Maison pour Tous, Centre des Sept Mares.*

VITRY

Rock Against Police le 21 février pour fêter l'anniversaire de la mort de *Kader.*

Sur le parking de la cité Balzac à 16 heures

PROVINCE

CLAMART

Au Centre Culturel Jean Arp le 25/2 à 14 h 30, les enfants et bien entendu les adultes pourront s'éclater de rire avec le **Clown Bricole.**

VILLEUNEUVE D'ASQ

Le Workshop de Lyon, un des meilleurs groupes de jazz d'Europe, le 18/2 à 21 h, à *la Rose des Vents*

ANGERS

Du bon jazz dans votre ville avec **Stan Getz Quintet,** le 26/2 à 20H30, *au Théâtre.*

ORLEANS

De la Sitar Indienne par le grand **Ravi Shankar,** le 24 **Ravi Shankar** le 24/2 à 20H30 au *Carré St Vincent.*
Angel et I. Parra, au *Théâtre Municipal* à 17H

ARLES

Cinémaghreb *à la Maison des Jeunes,* bd des Lices :
27-28/2 au 1er mars : **le Cercle de la vengeance, de** sAmi Spif, ciné égyptien, qui est une aventure policière avec Nour Charif et Mirvet Amine comme interprètes principaux.

ANNECY

Dance jazz, cie *Gianin Loringett* le 13 à 21 h, *à la MJC des Marquisats.*
Vendredi 13 et samedi 14, *au théâtre* **Week-end Cinéma de la Musique.** 13/2, à 21H *New-York, New-York* (jazz), de Martin Scorcese, à 23 h, *le Chant du Missouri* (comédie musicale). de **V Minelti.** Le 14 à 17H30, **Radio On** (rock), à 21 H , *TéléphonePublic* (rock), à 23H *Buddy Holly Story* (jazz)
14 à 16H30 *à la Maison Enfance* **1789** *d'Ariane Mnouchkine.*
14 à 17 H, *à la Salle Résistance,* **Images de Turquie**
17 à 14H au *Cinéma Casino :* **Plogoff des Pierres contre des fusils**

STRASBOURG

L'Immigration aujourd'hui, du 17 au 26 février 1981, au *Forum Maison rouge,* place Kleber.
Mercredi 18 à 17h, débat : **Les jeunes immigrés, problèmes spécifiques,** par Manuel Viaz.
Samedi 21 à 17h : **L'évolution de la Migration en France depuis 1945, perspectives et décennier 80,** par **Antonio Perroti du CIEMM**
Mercredi 25, à 16H30, **French Connection,** sur la situation des travailleurs turcs sans papiers travaillant dans la confection à Paris.

RENNES

Samedi 14 /2, *MJC La Pailette,* film portugais : **A. Promessa,** à 21 H, le 15/ ', à 15H30, le même film.
21/2 a 21 H, film tunisien **Oum Abbes,** qui repassera le 22/2 à 18H30.
28/2, à 21 H, film espagnol **Del rosa Al Amarollo.**
Organisé par *l'Asti* qui tient ses permanences de 14H à 20H et le vendredi 14, à 21 H.

La maison de la culture présente en prélude au 8e Festival des Arts traditionnels qui se déroulera du 22 avril au 29 avril, un regard sur les musiques traditionnelles : **le son des Cordes de l'Asie.** Durant 5 jours (du 17 au 21/2), tour à tour des musiciens de Corée, d'Indonésie, d'Iran, de Turquie et de l'Inde, donneront des récitals. Le 17, vous écouterez le **Kayageum de Corée, par Byunti Hwang,** le 18, **Kacapi d'Indonésie,** le 19 **Sarb et Setar d'Iran,** par **Djmachid Chemirani,** le 20, **Saz de Turquie,** avec *Talip Oskan,* et le 21 Sitar et Tabla-s de l'Inde, avec **Ravi Shankar,** qui cloturera cette semaine. Tous ces spectacles à 20H30.

NANTES

Forum sur l'**amitié entre les peuples,** le 21 février 81, *à la Bourse du Travail,* organisé par *le Comité local du MRAP,* dont le président, Mr Valomet ouvrira le Forum.
Albert Lévy sera présent, l'intervention du CCFD portera sur « *les droits des Hommes et des peuples pour la paix au développement* », il y aura des débats sur « *le couple mixte* », sur « *l'accueil et l'amitié* », « *Télécommunication et Communication* », sur le colonialisme, racisme et autodétermination, sur la répression et minorité en Turquie, « *l'Amitié entre les peuples* », « *les Maghrébins, une minorité de trop* », par notre ami Riza Salah ... et à 20H30, la journée se terminera à l'auditorium avec le groupe **Alwan** (chants marocains) le chanteur gabonais Georges Forest et Talila (chanteuse yiddish).

ORVAULT

Si vous aimez la salsa, ne manquez pas **Henri Guedon,** qui sera chez vous le 19 à 20H30 à *la salle de la Frébaudière, bourg d'Orvault,* vous écouterez de la bonne salsa antillaise qui est une « *sauce* » mélangée de rythmes : Cuba, Porto Rico, St Dominique, Guadeloupe, Harlem, toute une atmosphère épicée, torride, alliant Afro Cubain, jazz et chant créolé.

ANNONCES SANS FRONTIERE... ANNONCES ...

REVUE

* * * * * *

LA SECOUSSE DES BOIS Numéro 8, bulletin du Comité de quartier, au sommaire la « Réhabilitation » enquête : les femmes et la police. Rôle et né du comité de quartier de Paris. Un journal assez chouette et qui nous aime bien. Vous pouvez vous le procurer en écrivant : Comité de quartier 26 rue de Portes Paris.

COMBAT REUNIONNAIS numéro 58 de janvier, février 81. Au sommaire : ce que les Français pensent des DOM-TOM, grève pour le congé bonifie dans les PTT, manifestation contre la répression coloniale le 14 février à Paris. BP 54 bois Colombes 92270.

« Racismes et me— DIAS » thème du numéro 12 de la revue **« Trimedia »** publiée par l'Ecole supérieure de journalisme, 67 boulevard Vauvan 59046 Lille Cédex. Le racisme à travers le roman populaire, la BD, la pub, le journalisme, la tradition proverbiale, etc.... Elle vaut 25F.

Libération Afrique numéro 8, janvier mars. Dossier Sénégal, vingt ans de senghorisme. Erythrée : le tribunal des peuples prend position. La politique française de l'immigration Numéro disponible au 14 rue de Nantueil 75025 Paris.

BRIC A BRIC

DONNE manteau femme (genre « Loden » taille 38). Bon état. Tél au journal.

Amnesty Internationale de Bourges, cherche musiciens maghreb, pour animation soirée Ecrire Jacky Léger, le Bourg Charly, 18350 Nerondes

Cherche appart, loyer 1 300 à 1 500, 2-3 pièces C.C, de préférence à Boulogne, Versailles ou St-Cloud ; urgent. Tél : 603 39 88, à partir de 19H.

Goupe kabyle en formation cherche un guitariste. Tel au 848 49 18

Jeune fille donnerait ***cours de maths et physique,*** de la 6e à la seconde, prix : 25 F de l'heure. Tél : 577 76 29 (à partir de 20 H)

YA EL MENFI

* * * * * * * * * *

J'ai 25 ans et je suis enfermé depuis 15 mois, je serai libre dans deux mois, pendant ce temps, je désire correspondre avec des personnes du même

J'ai 25 ANS, et je suis enfermé depuis 15 mois, je serai libre dans deux mois, pendant ce temps, je désire correspondre avec des personnes du même âge que moi. Réponse assurée. Ali, 689 340 3/152, Fresnes. 1, ave de la Division Leclerc, 94261, Fresnes.

Je suis un jeune algérien, de 24 ans, je suis incarcéré depuis 7 Mois, je cherche des correspondants(tes) pour briser ma solitude et éclairer ma sombreté. M. Boubeker Mohamed, 696 126 3/236 Fresnes

26 ans, je cherche des correspondants(tes), qui voudraient bien m'envoyer des timbres de collections de tous les pays. Désire aussi lier amitiées durables. Réponses assurées à toutes lettres. Mouffok Abdelouahab, 12 rue du président Despatys, 77000 Melun

Nouvelle

* * * * * *

Pour Hajid, Benaïssa et Mokhtar Bachiri, la famille se porte bien et vous embrasse tous, de la part de la famille Bachiri, d'Oujda, Maroc

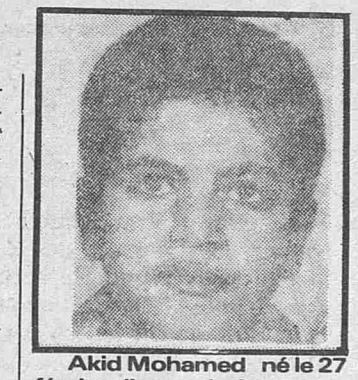
Si vous connaissez Ali, algérien de Biskra, la cinquantaine, dites-lui qu'Alain de nantes, qui a maintenant 26 ans, aimerait bien le connaître, merci. Charier, 109 bd Michelet, 44300 NANTES

Bechir passe le bonjour à tous les copains de Casa, Nordine, la famille Chourabi, la famille de Mohammed et les autres, à ceux de Fez Ahmed, Latifa... A ceux qui se trouvent dans la Boulaon à Berrachid, j'espère que vous lirez le journal, je vous embrasse et à bientôt je viens au mois d'avril vous rendre visite.

Pierre Arnoux de Paris, passe le bonjour à Ali et Amina. Il espère qu'Ali reçoit Sans Frontière, je t'ai abonné il y a deux semaines. Ecris-moi pour dire si c'est arrivé. P. Arnoux, 7 rue Coysevox 75018 Paris.

Jeune algérien désire correspondre avec jeunes gens étrangers et jeunes filles émigrées et étrangères, pour échange d'idées, cartes postales et timbres.
Ecrire à ***M. hamidi Baghdad, 5 rue Larbi Ben M'Hidi - Aoubellil- Wilaya de Sidi Bel Abbes (Algérie).***

Je prépare une enquête sur les immigrés arrivés à la retraite je cherche des témoignages ou des études sur ce thème. Téléphonez ou écrivez à Sans Frontière et demandez Kamel. D'avance merci.



Akid Mohamed né le 27 février disparu le 24 janvier à Chatillon (92) anorak bleu, et pantalon marron. Téléphonez pour renseignements au 656 22 22.

AVIS A TOUS

Les annonces pour l'agenda :

Annonces... de toutes manifestations (fêtes, soirées, débats, musique, etc...) contacts, recherches... Il faut désormais les envoyer au 33 bd Saint-Martin 75003 paris. N'oubliez pas de glisser un petit billet... Merci.

NOUVELLE

B.D.I.C

Exode-toidelà

« Tu es jeune, « *clean* », « *alphabète* » et noir, alors exode-toi. Ça va aller »

Mes « *ues* » bien astiquées me servaient de miroir pour mater le galbe d'une cuisse derrière moi, alors que je croisais une jambe sur l'autre, histoire de montrer mes burlington et le pli impec de ma gabardine beige flottante au vent (pourquoi pas ?). On laisse pendre un peu la main en secouant le poignet, histoire de faire ressortir la gourmette bloquée sous les manches. Tout cela dans le métro, pour épater la minette. Monte une « *mamie* », avec son panier à provisions bien approvisionné -**ça va aller pour eux ce soir-** et tu lui cèdes ta place. T'es jeune encore, « *clean* », poli et sage. Un dernier coup de frime debout, pour la minette aux cuisses galbées là-bas. *Tiens, tiens, t'as une bonne barre !* » Envoi-lui un regard « *macho* » style jeune loup. Hum ! ça vient : elle bat des cils et t'envoie le blanc de ses yeux, tord sa bouche délice de baisers en une jolie moue délicate en s'humectant, de sa langue fraîcheur d'amour, ses lèvres fruits de la passion. Elle se tortille un peu sur son siège, dégageant ainsi une hanche à la plastique élastique et dans un soupir à fendre l'âme et à dre le coeur, t'exhale sa poitrine. **Ça y est.** Là alors, tu lui décroches ton sourire 36 bis, 3/4 de profil gauche et tu y vas : t'as déjà ton « *speech* » dans la tête. Vous vous parlez et plus rien d'autre n'existe dans le train-train du métro sans rêves ...

Puis il monte, plutôt tu as senti sa présence et tout bascule un moment. Tu fermes les yeux très fort. « *Tu as un malaise ?* » interroge-t-elle. « *Non, ça va aller* ». Pourtant, ça chavire dans ta tête.

Il est si fatigué : son corps s'est affaissé. Ses yeux sont las et son regard lointain égaré dans sa nostalgie. Sur son visage buriné de milliers de rides -tu sais, comme l'eau de la pluie après une ondée sur la terre brique- tu lis ses souffrances passées et sa détresse actuelle. Pourquoi même parler de ses lendemains ? -*demain sera sa détresse d'aujourd'hui et aujourd'hui sera sa misère d'hier*-. Sur ses mains, parchemin d'une vie, tu y lis l'histoire d'un peuple.

Vos regards se croisent. Tu baisseras les yeux le premier en secouant la tête doucement ; tu passeras tes mains moites sur ton visage. -*Ressent-elle ce que tu ressens à cet instant ?*. Elle a pris ta main et la serre ; elle te regarde sans rien dire.

Lui, il sourit. Dans votre irréelle télépathie, vous vous êtes compris. Comme si un film se déroulait dans ta tête, tu vois alors son odyssée, pour époque néo-colonniale sans dieux protecteurs. Dans le sable brûlant du désert de ses illusions, il traverse la brousse, la savane, la jungle -*tout ce que tu veux*- Répertoire ambulant des senteurs africaines.

Et tout cela « *nu quant à ses pieds, affamé quant à son ventre* ».

Un village et une famille abandonnés pour des errements éperdus sur les trottoirs des villes sales-salles d'attente. Et une nuit, une silhouette furtive se faufilera dans une cale nauséabonde : destination inconnue pour une bien triste destinée. Des journées de tangage et des nuits de roulis, nourritures de poissons crus. A la faveur d'une autre nuit dans un autre port, sa silhouette fugitive toujours furtive s'échappera de cette cale Charybde pour tomber dans le Scylla des cimes glacées traversées à pieds ... Et j'en passe.

Mais comment -hurle mon être- *as-tu survécu ?* Il y est arrivé et il est seulement là. Toute une vie d'abnégation, de souffrances. Délivrance muette et silencieuse.

Mais depuis quand n'as-tu plus ri, depuis quand n'as-tu plus dansé, depuis quand n'as-tu plus chanté ? Toi dont le rire résonnait staccato parmi les bruits de la savane. Toi dont la danse ondulante suscitait d'autres ondulations. Toi dont le chant envoûtant envoûta plus d'une. Pourquoi ? Il faut de tout pour faire un monde, mais faut-il vraiment cela ? NON, NON, NON, ...

Dans ton coeur où grondent tes sanglots sourds, lourde douleur, c'est la fêlure. Alors tu te lèves, tu la prends par la main et vous descendez à n'importe quelle station. Dans vos doigts entrelacés se mêlent les battements désespérés de vos coeurs égarés. Sur le quai, vous le regardez. Le métro démarre et y en a marre de tout. Son regard bienveillant maintenant, presque paternel, vous envoit une muette bénédiction. Il lève sa main et vous sourit. Vos lèvres murmurent « *merci* ». Une larme coule sur sa joue, tu l'essuyes ; une autre coule sur la tienne et tu ne la caches pas. Vos yeux se ferment et c'est la nuit de l'injustice éternelle. Se rejoignent vos lèvres dans le tunnel sombre de votre impuissance.

Mais ce n'est pas de votre faute : piètre consolation ! Eclatera la symphonie équatoriale de vos sensualités. Tu laisseras un peu ta main aller sur la noble chaleur de l'eden de ses reins et sa tête sur ton épaule trouvera le réconfort de ton corps.

Mais vous ne l'oublierez jamais.

Nous sommes jeunes, clean, lettrés, polis, noirs et révoltés, alors nous nous exodons. Il est grand temps.

Henri Kala Lobé